l'unité

N° 121 -3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 26 Juillet 1974



GRECE: «EFFACER LA HONTE»

LE PAIN NOIR

Les technocrates qui nous gouvernent viennent de faire une découverte : les investissements seraient cause d'inflation. Et ayant affirmé que la lutte contre ce fléau est leur premier souci, ils viennent de démontrer, en concevant le projet de budget pour 1975, qu'ils entendaient mettre l'Etat aux premières lignes. Enfin, presque.

Le budget adopté mercredi en Conseil des ministres est l'illustration d'une question d'école : comment organiser la déflation, ralentir la croissance, faire payer à tous ce que l'on refuse de faire payer à quelques-uns. Et le mécanisme mis en place par le gouvernement peut se résumer simplement.

Tout d'abord, il faut limiter la progression des dépenses. En 1975, elles ne doivent être supérieures que de 13,5 % à celles de 1974. Avec un taux d'inflation de 8 %. Si ce taux est supérieur — et l'on sait ce qu'il est advenu des prévisions antérieures de Valéry Giscard d'Estaing sur ce point — tant pis. La situation ne sera qu'un peu plus difficile. Réduire les dépenses peut se concevoir de différentes manière

(suite en page 2)

La guerre de succession d'Espagne



Sommaire

3 **O.R.T.F. : LA FAILLITE ORGANISEE, PAR ANTOINE VIOLET**
Le projet du gouvernement est unique dans l'Histoire politique de notre pays dans la mesure où il organise la faillite d'un service public national.

4 **EDITORIAL : LA FRIME, PAR CLAUDE ESTIER**

5 **CHANGER LA VIE POLITIQUE**

6 **BOIS DE BOULOGNE : LA MAMAN ET LA PUTAIN, PAR SERGE RICHARD**

7 **CONTINGENT : DES SOUS-CITOYENS, PAR JEAN-LOUP REVERIER**
La concertation promise par le candidat Giscard a fait long feu. Parler du malaise dans l'Armée semble interdit. Place à la répression.

8 **PRISONS : LES POURRISSOIRS (SUITE)**

9 **IMMIGRES : TROP CHER ! PAR MICHELE BACKMANN**
La politique sociale à l'égard des immigrés est très généreuse... à condition de ne rien coûter.

10 **PRIX : LE PAIN NOIR, PAR CHRISTINE COTTIN**

11 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE**

12 **LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE, PAR NICOLAS BRIMO**
Un, deux, trois et même quatre Bourbon. Pour secouer le même cocktail la main énergique de la future veuve du Caudillo. Manquent deux ingrédients pour corser le mélange : l'Armée et l'Eglise.

14 **GRECE : « EFFACER LA HONTE » PAR GUY PERRIMOND**
Les Grecs veulent effacer sept ans de malheurs. Le jeu normal de la politique et de la lutte des classes va reprendre à Athènes. Sans tortures, ni prisons.

15 **PORTUGAL : LE SECOND 25 AVRIL, PAR CLAUDE ESTIER**

16 **VACANCES : D'UN PAS MOINS LEGER, PAR JOSETTE BARBIERI**

17 **THEATRES NATIONAUX : LA VENDETTA, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS**

18 **CHANGER LA VIE CULTURELLE**

19 **LES VACANCES DE NIXON ET DE BREJNEV, PAR TEICH**

24 **RENDEZ-VOUS AU 6 SEPTEMBRE**

A.f.p. (pages 8, 13) A.i.g.m.l.s. (page 18) Barrigues (pages 1, 7, 13, 24) Bernand (page 17) Jean-Pierre Coureuil (pages 1, 6, 11, 14) Fotolib (page 3) Huper (pages 5, 7, 9) Teich (pages 19, 20, 21, 22) U.p.t. (page 13).

→

res. Tout d'abord en limitant au maximum les dépenses de fonctionnement. C'est-à-dire essentiellement en pesant sur les revendications des fonctionnaires.

Mais cela n'est pas suffisant. Reste alors les dépenses d'équipement. Dans chaque budget, ces dépenses sont classées soit en « poursuite des services votés », soit en « mesures nouvelles ». Les économies sur les équipements déjà en cours de réalisation font toujours mauvais effet. Abandonner est souvent difficile : on ne peut pas tous les jours condamner le « France ».

Restent les mesures nouvelles. Là, le gouvernement n'a pas hésité. Il a réduit au maximum ce que l'on appelle les équipements collectifs. C'est-à-dire ce qui permet aux Français de vivre autrement. Par exemple, les investissements des P.t.t. seront réduits. Ce qui signifie clairement que les 12 millions de lignes prévues pour 1978 ne seront pas terminées. Sauf si on les abandonne un peu plus au privé. Par exemple, aussi, l'Education ne sera pas plus que par le passé — un peu moins, même — la priorité des priorités. Au total, à part l'Armée, où les problèmes politiques ne sont pas encore réglés, et la Santé — qui doit sans doute cette faveur au récent passage, à la tête du ministère, de Michel Poniatowski — les économies portent sur l'ensemble des départements ministériels. C'est-à-dire qu'un frein va être mis au développement de tout ce qui fait la vie de tous les jours : le logement, les transports en commun, l'école, les routes, etc.

Que les investissements aient un intérêt social n'a en rien gêné les ministres. Les économies budgétaires ne suffisant pas, l'effort s'est porté sur les entreprises publiques. Et là, à part à l'E.d.f. — la crise du pétrole expliquant cela — les investissements sont eux aussi limités. La S.n.c.f., par exemple, va voir les siens réduits au moment où l'intérêt du trafic ferroviaire devient évident.

Les conséquences de cette politique sont claires. Tout d'abord, des besoins urgents ne seront pas satisfaits, principalement les transports, le logement et la situation des travailleurs immigrés *(voir en page 9)*. Puis des problèmes d'emploi vont apparaître. Car, dans bien des cas, les investissements autorisés seront en réalité inférieurs à cette année. Pour le logement social, il est évident, vu la hausse des prix, que moins de logements seront construits, car sur ce point le gouvernement a innové. Au lieu de fixer un nombre de logements à construire, il a prévu une enveloppe financière. Ce qui signifie que plus les prix monteront, moins on construira de logements. Et, malgré cela, les objectifs auront été atteints !

La justification dernière du ministre des Finances a de quoi laisser rêveur. N'ayant pas de politique globale des investissements, le gouvernement a décidé de « taper » sur ce qui est à portée de vue : le secteur public, les entreprises nationalisées, les petites entreprises. Pour les deux premiers, par une décision de principe ; pour les petites entreprises, en limitant le crédit. Mais chacun sait que, pour les grosses entreprises, il n'y a pas de vrais problèmes.

Les arbitrages décidés mercredi sont, pour l'avenir, lourds de conséquences. Et les grincements de dents, conséquence de cette « austérité budgétaire » dont le ministre Fourcade s'est fait le champion lundi soir à Actuel II, ont des chances de durer. ■

Le prochain numéro
de « l'Unité »
paraîtra le 6 septembre
(Voir page 24)

Collection Jaurès

O.r.t.f.

LA FAILLITE ORGANISEE

L'O.r.t.f. est donc en train de vivre ses dernières heures. Malgré la mauvaise conscience qu'ils ont laissé paraître à plusieurs reprises dans le débat qui s'est engagé mardi à l'Assemblée nationale, les porte-parole du gouvernement et de la majorité n'auront rien voulu entendre. Giscard d'Estaing et Michel Poniatowski avaient décidé que l'Office devait disparaître. Il n'y avait plus qu'à exécuter. Tour à tour Jacques Chirac, André Rossi et le rapporteur Jean de Préaumont ont défendu sans conviction une réforme à laquelle, visiblement, ils ne croient pas. Et comment y croiraient-ils, alors que tous ceux qui occupent aujourd'hui des responsabilités à l'O.r.t.f. s'accordent pour admettre que l'éclatement de l'Office en six morceaux constitue une aberration. Et que l'on s'apercevra avant deux ans que le nouveau système n'est pas viable. Ce qui conduira soit à reconstituer un Office central, soit, plus probablement, à faire passer progressivement les nouvelles sociétés, à commencer par la société de production des Buttes-Chaumont, sous la coupe des capitaux privés.

Tout en rejetant la question préalable posée au nom de la gauche par Georges Fillioud, la majorité n'a rien trouvé à répondre aux arguments percutants du député de la Drôme, soulignant que la réforme enlève à la collectivité nationale un bien qui lui appartient en propre puisque l'ensemble de l'infrastructure de la radio et de la télévision a été financé par la redevance payée par les utilisateurs ; qu'elle dilapide, au niveau du matériel, des ressources artistiques, de la recherche, un ensemble de moyens qui ont assuré jusqu'ici dans le monde entier le prestige de la télévision française ; qu'elle livre le personnel (notamment avec la clause de la « préretraite » à 55 ans) à l'arbitraire et aux injustices qu'entraîne toute liquidation de ce type.

A quoi s'ajoutent les trois griefs que Claude Estier et Jack Ralite, parlant au nom des huit organisations de gauche, avaient développés la veille au cours d'une émission spéciale d'I.n.f. 2 : le démantèlement de l'O.r.t.f. aboutira à une gestion pire encore que celle qui est aujourd'hui reprochée à l'Office ; elle conduira inévitablement à un abaissement de la qualité des programmes ; elle ne garantira nullement l'objectivité de l'information alors que les conseils d'administration de chaque société — chargés, d'après la nouvelle loi, de veiller à cette objectivité — auront un président nommé en Conseil des ministres, appliquant un cahier des charges arrêté par le Premier ministre et ne compteront pas même forcément le moindre représentant de l'opposition parmi les six membres qui les composeront.

On a pu dire justement que le projet établi par le gouvernement est unique dans l'Histoire politique de notre pays et sans doute dans celle de la démocratie dans la mesure où il organise la faillite d'un service public national.

Certes, l'O.r.t.f. connaît des difficultés financières dont l'importance a d'ailleurs été exagérée pour les besoins de la cause. Mais ces difficultés sont la conséquence directe des charges que l'Etat fait peser depuis dix ans sur cet établissement « industriel et commercial ». D'une part, en contraignant l'O.r.t.f. à assurer le mécenat de collectivités et groupements de toutes sortes sans l'exonérer pour autant des taxes et impôts du droit commun ; d'autre part, en plaçant à tous les échelons de direction et de gestion de l'établissement des fonctionnaires directement mutés, le plus souvent, de cabinets ministériels en fonction ou en liquidation.

Le montant cumulé du manque à gagner pour l'Office — services rendus sans contre-partie dans les domaines financiers, économiques, industriels, sociaux (exonération), artistiques, culturels, linguistiques, etc. — et des débours qui lui sont imposés par les pouvoirs publics — fiscalité, rémunération des fonctionnaires détachés, paie de contractuels excédentaires, etc. — dépasse, et de loin, le total du déficit dont on fait complaisamment état.

Les trois réformes législatives intervenues depuis 1964 n'ont en rien freiné ce processus. Le fruit de cette savante détérioration est ce texte qui ne semble pas laisser au service public de la radiotélévision une seule chance de survivre, comme l'a démontré Jean-Pierre Chevènement dans son intervention à la tribune.

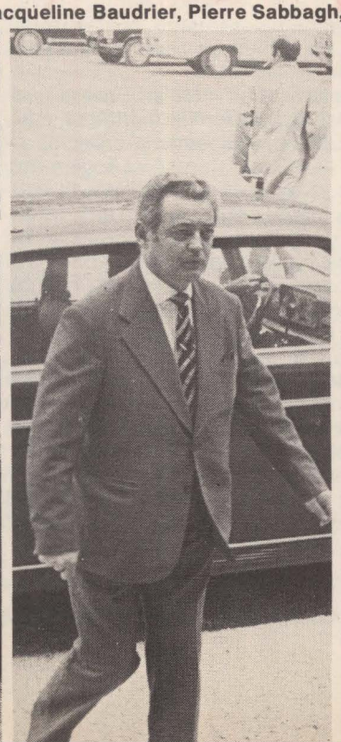
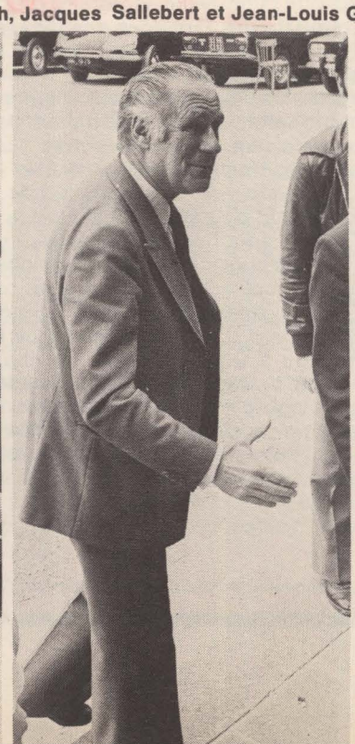
Sans le concours de services communs, se concurrençant entre elles, les chaînes de télévision transformées en sociétés nationales vont devoir faire face seules à des charges budgétaires telles que, sauf afflux d'importantes ressources nouvelles, elles se trouveront d'ici deux ans dans une situation inextricable.

Certes, le gouvernement se targue d'avoir maintenu intégralement le principe du monopole. Et il est vrai que l'idée d'une chaîne

→

La ronde des sortants sur le perron de l'Elysée : Marceau Long, Jacqueline Baudrier, Pierre Sabbagh, Jacques Sallebert et Jean-Louis Guillaud.




Editorial

La frime

A chaque jour donc son changement ! Le dernier en date : Valéry Giscard d'Estaing ne tient pas de conférence de presse, mais « réunit » les journalistes et se promène devant eux en répondant à leurs questions. Certes, il y a de quoi faire retourner dans leurs tombes le général de Gaulle et Georges Pompidou. Et donner quelques soucis au service du protocole. De quoi aussi, grâce à un service de presse efficace, nourrir les journaux de quelques articles pittoresques sur le « nouveau style » du Président.

Mais est-ce bien là le changement promis aux Français lors de la campagne présidentielle ? Le spectacle est une chose qui peut, peut-être, abuser quelques-uns. La réalité en est une autre et le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a pas beaucoup changé.

Voici cette semaine trois exemples particulièrement significatifs.

Le candidat Giscard d'Estaing avait beaucoup parlé, il y a deux mois, du statut de l'opposition et du dialogue qu'il entendait engager avec elle. Certains journalistes naïfs ou complaisants se demandaient même ce que ferait François Mitterrand s'il était convié à l'Elysée. Il n'a pas eu à se poser la question ! Le dialogue a tourné court. Il y avait pourtant une bonne occasion de l'engager en consultant l'opposition sur la réforme de l'O.r.t.f., qui intéresse tous les Français, y compris les 49,20% qui ont voté le 19 mai pour le candidat de la gauche. Pas question ! Le Premier ministre n'a pas même daigné recevoir les représentants de l'ensemble des organisations de gauche et il fait le forcing au Parlement pour faire passer un texte que la majorité de la majorité n'a pas le courage de combattre. Et quand la gauche demande que l'on discute d'urgence des problèmes des agriculteurs victimes de la politique gouvernementale, c'est la même fin de non-recevoir, sèche et brutale, qui lui est opposée. Comme le faisait remarquer Thomas Ferenczi, mercredi, dans un article du « Monde », « les mœurs n'ont guère évolué ».

Deuxième exemple : le candidat Giscard d'Estaing, durant sa campagne, multipliait les promesses d'ordre social en faveur des vieux, des femmes, des handicapés, des immigrés. Pour ces derniers, la création d'un secrétariat d'Etat spécial pouvait être considéré comme un heureux changement, et plus encore le fait qu'il ait été confié à un homme réputé pour sa connaissance des problèmes du Tiers-Monde en général et de l'immigration en particulier. Mais quand il s'est agi de passer aux actes, c'est-à-dire au financement d'un certain nombre de mesures destinées à améliorer la condition des travailleurs étrangers en France, le couperet est tombé. Et André Postel-Vinay, qui n'était pas entré au gouvernement pour jouer les utilités, a démissionné pour marquer son désaccord avec une conception qui laisse plus de place à la frime qu'à l'action concrète. Certes, on a dans le même temps appris que la nouvelle secrétaire d'Etat à la Condition féminine avait obtenu du ministre des Finances que les femmes contresignent désormais les déclarations de revenus de leurs maris. Voilà bien un changement sans risque et qui ne coûte pas cher !

Dernier exemple, qui prolonge d'ailleurs le second : les arbitrages budgétaires rendus cette semaine ne touchent pas aux dépenses militaires, mais amputent sensiblement les crédits prévus pour les équipements collectifs — le téléphone et les transports en particulier — l'Education et les logements sociaux. C'est-à-dire que, sous prétexte de lutter contre l'inflation, le nouveau gouvernement poursuit exactement la même politique que ses prédécesseurs. Ce sont encore les Français les moins favorisés qui continueront d'attendre une amélioration des conditions de leur vie quotidienne. Qui viendra d'autant moins qu'en matière de hausse des prix, la politique de Giscard d'Estaing président de la République n'apparaît guère plus efficace que celle de Giscard d'Estaing ministre de l'Economie et des Finances.

De Pompidou à Giscard, le style a changé. Mais non les motivations profondes d'une politique qui reste subordonnée aux intérêts d'une caste qui occupe le pouvoir et entend s'en servir. On s'apprête à faire cadeau de la télévision à quelques sociétés privées, mais on ne trouve pas d'argent pour les immigrés et les mal logés. Ici, il n'y a plus de spectacle. Et pas non plus de changement !

CLAUDE ESTIER

LA FAILLITE ORGANISEE

→

de télévision privée chère à Denis Baudouin a été écartée dans le projet actuel. Mais sans doute est-ce surtout parce que ses promoteurs ont voulu aller trop vite. En fait, le processus engagé à partir de ce projet est inéluctable.

1°) Seul un réseau commercial et privé peut se passer d'un pouvoir de coordination et d'harmonisation des programmes — dont le gouvernement a prouvé tout au long du débat qu'il ne voulait à aucun prix. Ce rôle est alors joué par l'argent. Selon que les détenteurs de budgets publicitaires apprécient ou non les programmes proposés, les responsables du réseau modifient les programmes.

Faute de direction « professionnelle » commune aux sociétés et établissements à créer, les auteurs du projet ont multiplié les présences étatiques : un arsenal de décrets et d'arrêtés va régir jusque dans le détail le fonctionnement des nouvelles structures ; les cahiers des charges fixeront minutieusement le contenu des programmes, les pourcentages publicitaires, et les grilles de programmation ; la répartition de la redevance entre les parties prenantes donnera lieu, au ministère des Finances, à l'installation d'une commission d'appréciation ; 6 présidents d'organismes et 12 administrateurs (au moins) seront nommés par le gouvernement ; etc.

En somme, l'éclatement de l'O.r.t.f. va correspondre, puisqu'il faut bien coordonner, à une substitution : le gouvernement assumera désormais les fonctions des anciens directeurs généraux de l'Office. Ce retour en force de l'Etat ne constitue pas le moindre paradoxe de la réforme.

2°) Le second pouvoir, au sein de l'organisation proposée, sera exercé par les publicitaires. Dans le système actuel, leur intervention est sans effet sur les responsables des chaînes. Les crédits que leur affecte le P.d.g. de l'Office n'ont pas d'odeur. Quelle que soit leur origine, ils ont été versés à la même masse. Telle ne sera plus la situation. Selon que les sociétés de programmation dépendront plus ou moins de la redevance ou de la publicité les programmes seront différents. Les dirigeants devront naviguer entre la rue de Rivoli et la Régie française de publicité pour savoir qui paye mieux et quelle « tendance » satisfaire en premier lieu.

3°) Enfin, le projet soumis au Parlement se limite aux grandes lignes des dispositions que le gouvernement devra arrêter dans les prochaines semaines pour assurer la disparition des services centraux de l'O.r.t.f. et des services communs aux trois chaînes de télévision. Il est clair que cette concision n'est pas l'effet du hasard ni de la complexité des questions à régler, mais ne vise qu'à laisser les mains libres au gouvernement sans même le moindre contrôle du Parlement et encore moins de l'opinion publique. Les initiatives prises ces derniers jours par les partis de gauche et les organisations syndicales ont commencé à faire prendre conscience à celle-ci de la gravité du problème. Commencé seulement : car en précipitant le débat, le gouvernement, à cette époque de l'année, a pu éviter de répondre à une série de questions embarrassantes. Mais ces questions demeurent et ce n'est pas la nomination, prévue pour le début d'août, de six nouveaux P.d.g. à la dévotion du Pouvoir, qui permettra de les résoudre.

ANTOINE VIOLET

changer la vie politique

ALERTE A CANJUERS

Que s'est-il passé le 14 juillet à Canjuers, dans le Var ? Il y a eu ce que tout le monde sait : un vaste rassemblement organisé par les Comités Action antimilitariste (Cam). Mais dans le camp militaire ? Selon l'un des soldats du contingent en poste là-bas — et dont on comprendra que nous lui conservions l'anonymat — ce fut la mise en état d'alerte aussi bien pour eux que pour les gendarmes mobiles de Draguignan : permissions supprimées, garde triplée, sentinelles ayant ordre de faire feu à la troisième sommation, distribution de grenades lacrymogènes, acheminement par avion de 21 chiens (bergers allemands) depuis Orléans, surveillance par hélicoptères... Surcroît de précaution : « préventivement », plusieurs appelés avaient été mutés en Allemagne.

LES COGNEURS (suite)

Le 9 juillet, à Montbéliard, une explosion ravageait trois garages et une voiture. Dans cette dernière, une cargaison d'affiches anti-Mitterrand de la campagne présidentielle et tout un arsenal de tuyaux de fonte, de chaînes, ainsi que des mèches et une charge de titanite, etc. Comme par hasard, le propriétaire de cette 3 Cv Citroën est agent de maîtrise chez Peugeot et membre de la C.f.t. Et son véhicule a beaucoup circulé aux heures chaudes, notamment le 17 mai où les cogneurs du Sac local, munis de manches de pioche, avaient eu affaire à la police sur plainte du Parti socialiste. L'homme à la 3 Cv a été inculpé mais, depuis, l'enquête paraît au point mort. Pourvu qu'elle ne succombe pas à la torpeur de l'été !



Canjuers, le 14 juillet dernier.

UN MINISTRE SOCIAL

A Châtellerault, dans la Vienne, pas de pitié pour les vieux. Un ménage de 67 ans a été expulsé du logement qu'il occupait depuis 1946, malgré une intervention de la Confédération nationale du logement. Ce couple, dont les ressources mensuelles sont de 990 F, a donc dû quitter un logement de 143 F par mois pour un nouvel appartement dont le loyer est de... 400 F mensuels plus le chauffage. Et il leur a fallu acquitter un mois d'avance. Quel est le maire de cette municipalité qui sait si bien choyer ses vieux ? C'est Pierre Abelin, ministre de la Coopération et symbole de « l'ouverture » sociale de Giscard d'Estaing.

POUR UN DEBAT AGRICOLE

Alain Bonnet, député radical de gauche de la Dordogne, Pierre Joxe, député socialiste de Saône-et-Loire et Marcel Rigout, député communiste de la Haute-Vienne, ont adressé mardi une lettre aux membres des groupes de la majorité pour leur proposer de se joindre à leur demande de convocation en session extraordinaire de l'Assemblée nationale, afin de débattre des mesures susceptibles de sauvegarder le revenu des agriculteurs gravement compromis.

« Dès que les 243 demandes qui sont constitutionnellement nécessaires seront parvenues au président de l'Assemblée, écrivent-ils, cette session pourra s'ouvrir. Près de 180 députés étant déjà décidés à adresser cette demande, il suffit qu'une soixantaine d'autres membres de l'Assemblée nationale fassent de même pour que le résultat soit atteint ».

LES RENCONTRES D'OCTOBRE

Vous intéressez-vous aux luttes sociales qui se sont déroulées en Italie au cours de ces dernières années et qui sont sans doute les plus avancées du monde ? Voulez-vous entendre à ce sujet le témoignage direct des dirigeants des métallurgistes : Trentin, Carniti, Foa ? Et participer au débat qu'animeront Jean Pronteau, Georges Sarre, Pierre Beregovoy et plusieurs responsables syndicaux français ? Alors, retenez la date du **1er octobre.**

Chaque société produit son espace, mais quel espace peut et doit produire une société qui vise à la transformation des rapports sociaux ? Henri Lefebvre, Christian Palloix, Edgard Pisani, André Gorz, Jacques Durand et Jean-Pierre Worms répondront à cette question le **2 octobre.**

Quelles répercussions peuvent avoir sur la décentralisation de la communication les nouvelles avancées technologiques en matière d'impression et de télévision ? Que peut devenir le système d'information lui-même ? Comment peut-on concevoir la gestion d'une entreprise de presse ? Tels seront les thèmes d'un débat auquel participeront Roger Louis, Paul Parisot, Claude Salles, Claude Perdriel, Louis Guéry, Jacques Sauvageot, Claude Estier et Gilles Martinet le **3 octobre.**

Le problème régional est un vrai problème, mais celui des ethnies ? Que signifient les revendications bretonnes, occitanes, corses, basques ? C'est ce dont vous pourrez discuter le **4 octobre** avec Robert Lafont, Emmanuel Leroy-Ladurie, Yves Person, Jean-Claude Barreau, Louis Le Pensec et Dominique Taddei.

Quels sont les nouveaux déséquilibres mondiaux ? Comment s'opèrent aujourd'hui les grands reclassements en Amérique, en Europe, dans les pays socialistes, dans le Tiers Monde ? Ici le débat prendra encore plus d'ampleur puisqu'il réunira Jacques Attali, Samir Amin, Alfred Grosser, Christian Goux, Michel Rocard, Jean-Pierre Cot, Jean-Pierre Chevènement, Robert Fossaert, Alexandre Faire, Jean-Paul Sebord. Cela se passera le **5 octobre.**

Ainsi durant cinq journées, de 15 heures à 23 heures, se dérouleront, dans le cadre de la Cité universitaire et sous l'égide de l'Institut socialiste d'études et de recherches (Iser), cinq colloques passionnants. Ils constitueront, une semaine avant les Assises du socialisme, l'évènement culturel et politique de la rentrée. Ceux qui désirent participer à ces rencontres d'octobre doivent dès maintenant s'inscrire en écrivant au siège de l'Institut, 10 boulevard Poissonnière, Paris 9e.

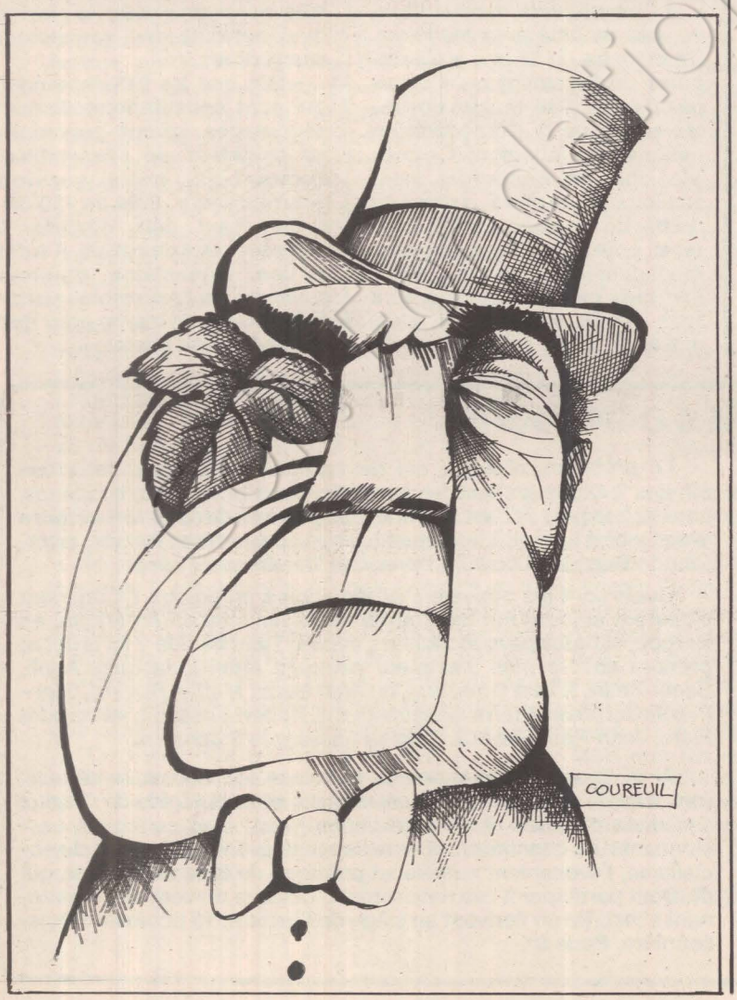
Bois de Boulogne

LA MAMAN ET LA PUTAIN

Si un jour vous rencontrez un alerte septuagénaire en train d'estourbir à coups de cailloux quelque Marie-Madeleine dans une allée du bois de Boulogne, vous ne pouvez pas vous y tromper : il s'agira du député de Paris Bernard Lafay. Venu en voisin — il habite rue de Longchamp — donner réalité à une interpellation, qu'il vient d'adresser à Michel Poniatowski, sur les débauches du Bois, en exigeant une « opération coup de balai au bénéfice de la santé morale de Paris ».

A vrai dire, le Dr Lafay arrive un peu comme les carabiniers : il y a un bon demi-siècle que, le Tout-Paris y partouzant allègrement, les galanteries du Bois faisaient la fortune littéraire de Victor Margueritte et que « Satan y conduisait le bal » ; pour ne pas remonter à Louis XIV, sous lequel on disait déjà que « les mariages du bois de Boulogne ne se font point devant M. le curé ». Surtout, on a repris une technique ancienne : dans les années 50, raconte le juge Sacotte, on pourchassait les délinquantes jusque dans l'eau des lacs du Bois. Il y a trois mois au moins que les rafles menées par la brigade mondaine et la police municipale motorisées se multiplient dans les futaies et leurs annexes : avenue Foch, parkings souterrains, etc. Plusieurs centaines de prostituées et de travestis interpellés : ce n'est plus du bois dont on fait les flûtes, mais un Bois qui remplit les violons.

Faute donc d'avoir la dénonciation efficace, qu'est-ce qui fait courir Lafay ? Rien d'autre que la volonté de faire corps, si l'on ose dire, avec ses électeurs et électrices du XVIIe arrondissement. Il n'a pourtant pas le physique de brûleur de sorcières de Jean Royer, son frère en apparentement U.d.r. Pas plus que sa carrière — sinuant du Parti radical au Centre républicain, puis au P.d.m., puis à cet apparentement U.d.r. — n'en fait, au moins en politique, un rigoriste sectaire. Mais l'ancien secrétaire général de l'Ordre des médecins qu'est Lafay a tué en lui le carabin et il ne veut pas être ailleurs qu'au premier rang sur le front, espéré politiquement payant, de la moralité publique. En compagnie de son homologue U.d.r. du VIe arrondissement, Pierre Bas, qui est intervenu dans le même sens. Et sur ce front, l'été sera chaud.



La preuve : dans le même temps, toute une série de maires de villes vacancières sont partis en guerre contre cette abominable invasion, celle des seins nus et du maillot « deux pièces moins une ». Vieille haine du corps humain, entretenue pendant des siècles par nos religions, qui en ont astucieusement dissocié « l'âme » — encore que cette honte ancestrale a sûrement des « racines culturelles » antérieures au Coran et à l'Ancien Testament... Vieille invocation au « surmoi castrateur ». Avec toujours la même grosse ficelle : « ce qui ne se fait pas » par rapport à ce qui se fait, la distinction entre ce qui est « normal » et « l'anormal ». Mais comment s'y reconnaître entre les deux ? On vous renverra alors, plus généralement, aux « valeurs » de la société en place — on sait, hélas, ce qu'elles sont...

C'est finalement le même système qui joue s'agissant de la prostitution, qui remplit d'ombres démoniaques ces fourrés du Bois que le Dr Lafay voudrait chastes, pimpants, tout juste souillés du pipi bénin que répandraient, dans le calme du couchant, d'innocents toutous promenés en laisse par ses électeurs de la plaine Monceau. Car ce qui choque le bon docteur, c'est la forme, c'est que cela se fasse « publiquement », c'est qu'ainsi « l'image de Paris soit souillée aux yeux de ses visiteurs », c'est que les prostituées ne respectent pas les « périmètres déterminés ». Cela, c'est révoltant, et pas la prostitution elle-même. L'admirable discours de la droite ! Pourtant, sur le sujet, il doit en savoir des choses, cet ancien ministre de la Santé... Savoir que le fléau gagne sans cesse. Savoir ce qu'après nos commentaires sur « l'Etat-maquereau » *(voir le n° 117 de « l'Unité »)* nous écrit une lectrice, professeur de lettres au lycée Racine : « Dans mon quartier (la Porte Saint-Denis !), la prostitution fructifie. Et j'ai un peu (beaucoup) le cœur serré quand je vois, dans l'ouverture d'une porte, deux filles ravissantes et toutes jeunes qui « attendent », tandis que leur protecteur se recoiffe minutieusement au volant de sa décapotable métallisée... »

Personne, ici, ne s'y trompe : le « changer la vie » passe aussi par la disparition de cette forme de l'asservissement de la femme que masque mal le pittoresque des appellations (chandelles, marcheuses, étoiles filantes, amazones...). Cela ne passe pas par la répression aveugle à l'encontre de la prostituée et de son client, l'une et l'autre victimes de deux formes diverses d'aliénation ; mais d'abord par la destruction d'un système dont les vrais profiteurs — pourvoyeurs, proxénètes, « tauliers », etc. — savent bien à qui doivent aller en remerciement les ristournes, les coups de main politiques et les « tuyaux » qu'ils peuvent recueillir. Or, curieusement, on ne s'attaque pas à ce système.

L'essentiel, comme diraient Lafay et Pierre Bas, c'est que le commerce de la chair ne se voie pas. Sinon, ce n'est pas si mal, la prostitution. C'est même un pilier solide de notre société, en tant que complément parfait de ce que le Dr Gérard Zwang nomme « l'encadrement monogamique » : « Les mauvaises femmes sont la contrepartie obligatoire de la mère hors circuit érotique et des épouses vertueuses ». Ainsi, chacune dans son ghetto et les institutions seront bien gardées. D'un côté, la putain — du Bois ou d'ailleurs — avec sa fonction libidineuse spécifique, « comme un égout évacue ce qu'on ne saurait tolérer dans une Cité bien tenue » ; de l'autre, l'épouse-mère, habillée de toutes les vertus, même si on l'a un peu achetée — sinon avec son portefeuille, tout au moins avec du prestige social.

Là-dessus, on n'a guère avancé. Il y a 22 siècles que l'arrière-grand-père de Lafay et Pierre Bas, un certain Tertullien, s'exclamait : « Femme, tu es la porte du Diable ! » Le schéma de cette très particulière « division du travail » (putain-épouse) demeure, porteur des pires misères sexuelles et conduit tout droit, entre autres, à la désérotisation des « femmes honnêtes ». Non mais, de quel droit ? C'est ce que le sous-méniegrégorisme baptise « la dignité de la femme ». Simple alibi pour lui refuser ce droit au plaisir qui n'a pu commencer à se faire reconnaître, ces dernières années, qu'en se glissant comme frauduleusement dans les débats sur la contraception. Si la « valeur de plaisir » commence à (ré) émerger, elle n'en reste pas moins soumise à un procès permanent. Or, la désexualisation de la femme ne suffit bien sûr pas à fonder un phénomène comme le nazisme, mais le nazisme passait obligatoirement par la désexualisation de la femme.

En face de cette Censure fondamentale, les discussions sur la censure quotidienne ne sont qu'amusettes. Nous voilà à l'heure d'intéressants vaudevilles où l'on autorise l'ennuyeux « Emmanuelle » juste après qu'on a brandi les foudres de la censure. Où Michel Poniatowski, désemparé, annule une interdiction de livre de bandes dessinées, quelques jours après l'avoir promulguée... C'est qu'entre le très relatif libéralisme pompidolien et le rigorisme gaulliste des temps où « tante Yvonne » faisait interdire le monokini par Roger Frey et écarter de l'Elysée les divorcés, la France giscardienne n'a pas encore choisi sa voie. Mais, sans attendre, les Pères-la-pudeur sont de retour.

SERGE RICHARD

Contingent DES SOUS-CITOYENS

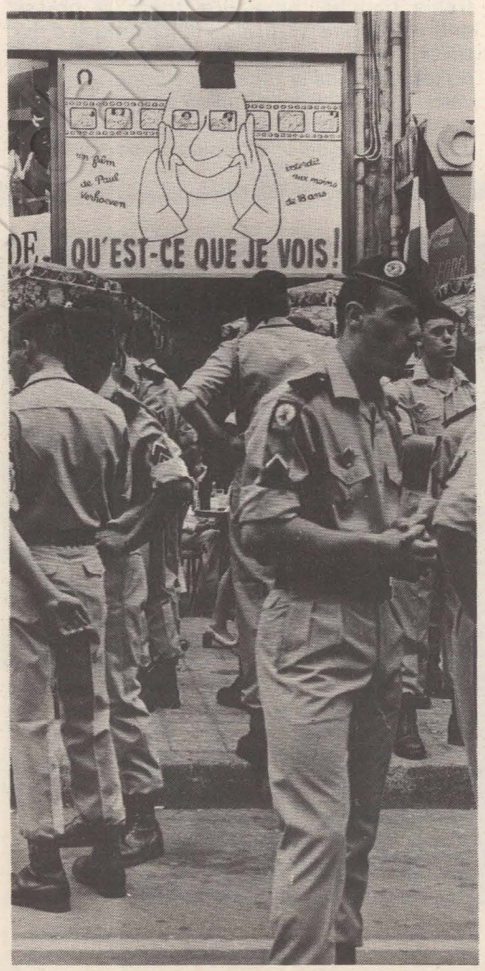
La concertation promise par le candidat Giscard a fait long feu. Parler du « malaise » dans l'armée semble interdit. Place à la répression.

Trop, c'est trop, ont tonné nos hauts responsables d'état-major. Que cent jeunes gens signent un manifeste (voir « l'Unité », n° 119), pendant la campagne présidentielle, pour réclamer un peu plus de démocratie dans les casernes leur était apparu tout à la fois impertinent et insignifiant. Mais c'était la campagne et, puisque ce manifeste n'avait recueilli qu'une centaine de signatures, ils pouvaient jouer les bons princes et se donner des allures de libéraux, sinon de démocrates, en attendant que ce petit nuage disparaisse.

Erreur ! Paraphrasant « le Cid », les auteurs du manifeste pourraient aujourd'hui déclarer : « Nous partîmes cent mais par un prompt renfort, nous nous vîmes plus de mille en arrivant au fort ». Car le nombre exact des signataires du texte initial doit maintenant se situer aux alentours de 1 500 appelés. Mais là n'est plus l'essentiel. Le relais assuré à ce mouvement par l'ensemble des forces de gauche n'a, en effet, pas tardé à faire tomber le masque souriant du régime : place à la répression.

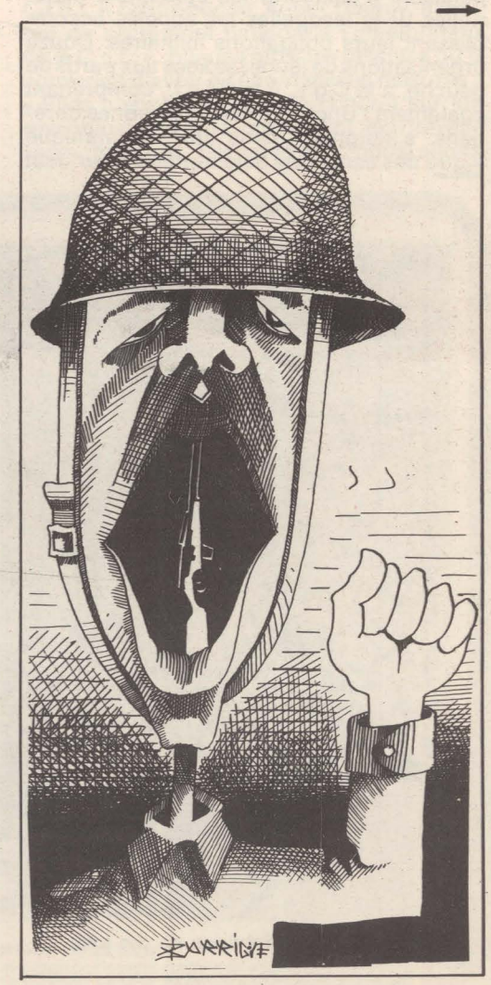
La Sécurité militaire — dont le manifeste souhaitait la dissolution — s'intéresse en effet de très près à tous les signataires et les interrogatoires se succèdent à un rythme accéléré. Parallèlement, les brimades, les sanctions, les arrêts de rigueur et les mutations se multiplient à Versailles, Rouen, Chalon-sur-Saône, Le Mans, ainsi que dans plusieurs autres casernes de France et d'Allemagne. A Lyon en particulier, où 28 appelés (sur 150) du centre de sélection n° 8 avaient signé le manifeste, onze mutations ont été prononcées. Elles touchent trois officiers, médecins aspirants, mutés pour « raison de sécurité » et six sergents, un caporal et un 2e classe mutés pour « raisons de service ». Mesures d'autant plus dures que la plupart d'entre eux sont mariés et chefs de famille. Au C.s. n° 8 de Lyon comme dans nombre d'autres casernes, l'ambiance actuelle est à la reprise en main par l'encadrement militaire : coupes de cheveux style « incorporation », interdiction de communiquer avec l'extérieur et exercices de manœuvres épuisants (3 heures de sommeil certaines nuits). Rotman, signataire du manifeste, a, dans un premier temps, été muté à Sète. Libérable le 26 juillet, il vient d'apprendre de la bouche de son colonel qu'il lui faudra d'abord subir 30 jours d'arrêts de rigueur.

Les réactions à cette répression ne se sont pas fait attendre. La première d'entre elles tient dans le succès grandissant du manifeste. Des actions ponctuelles se sont produites ici ou là. A Spire, en Allemagne, des soldats de la garnison française ont édité un journal clandestin, « Spirate rouge », tiré à 1 000 exemplaires et distribué aux permissionnaires dans la gare de cette localité ou même à l'intérieur de la caserne. Au milieu de ce mois, une association d'« information pour les droits du soldat » a été constituée sous l'égide du P.s.u. et de l'A.m.r. Le Parti socialiste, la Ligue des droits de l'Homme et le Syndicat de la magistrature y participent.



Les militants des organisations de gauche et d'extrême gauche apportent en effet leur soutien à ce vaste mouvement des casernes et distribuent des tracts pour l'expliquer et le populariser. La répression ne les épargne pas. Des membres des Jeunesses communistes de Toulouse qui effectuaient une distribution à proximité de la gare ont été arrêtés par la police et entraînés dans une caserne où ils ont dû subir un interrogatoire mené par... des officiers de la Sécurité militaire. Tous ces jeunes étaient des civils ! Les plus « chanceux » s'en tirent généralement avec une vérification d'identité, la fouille des voitures ou quelques coups de matraque.

Tout se passe donc comme si ce mouvement mettait en jeu la défense nationale. Parler du « malaise » dans l'armée ou constater que le service ne répond plus aux exigences actuelles, tant pour les soldats que pour l'efficacité de la défense, serait-il donc interdit ? Il semble bien que ce soit le cas, même si cette constatation dément une fois



DES SOUS-CITOYENS

encore les promesses du candidat Giscard sur la concertation. Ramener toute réflexion sur l'armée, fut-elle publique, à un projet gauchiste ou anti-militariste, voilà bien le faux dilemme où l'on voudrait nous enfermer. A l'occasion d'une conférence de presse destinée à soutenir les appelés du C.s. n° 8, le 8 juillet, la fédération du Rhône du Parti socialiste a clairement posé le problème par la voix d'André Vianès, membre du comité directeur : « Nous sommes d'accord sur la nécessité de la défense nationale, mais nous voulons qu'on reconnaisse au soldat ses droits de citoyen et que ces droits ne soient plus mis entre parenthèses pendant le temps qu'il passe sous les drapeaux... Le statut démocratique du soldat que nous réclamons doit concerner d'ailleurs aussi bien les militaires de carrière que les appelés du contingent. Officiers et sous-officiers d'active s'interrogent sur les buts et les finalités de la défense nationale. Ce n'est que si les cadres d'active ont le droit de discussion et d'association que l'armée sera une véritable armée de citoyens ».

Dans un premier temps, il apparaît indispensable d'améliorer les conditions matérielles dans lesquelles les appelés accomplissent leurs obligations militaires. Douze organisations de jeunesse liées aux partis de gauche, à la C.g.t., à la C.f.d.t., comprenant également l'Unef, l'Uncal et les jeunes chrétiens s'indignent dans un communiqué « que des sanctions soient prises pour délit d'opinion ». Elles réclament la cessation immédiate de toutes les brimades, la levée de toutes les sanctions prises contre les soldats et la fin de toute répression dans l'armée.

Pour permettre l'indispensable amélioration des conditions matérielles de vie et de dignité du citoyen soldat, ces 12 organisations ont sollicité un entretien mercredi après-midi avec Jacques Soufflet, ministre de la Défense. Elles lui ont présenté une série de propositions concrètes et immédiatement applicables. Parmi celles-ci : le relèvement du prêt mensuel indexé sur le Smic, la gratuité totale des transports et des services dans les casernes, la réduction du prix des places pour les manifestations culturelles et sportives et l'amélioration des locaux et installations socio-culturelles de l'armée. Mais aussi la cessation de toute discrimination politique avec la possibilité de lire la presse de son choix. Plusieurs journaux et revues sont encore frappés d'interdit dans les casernes. D'autres, comme « l'Unité », ne le sont pas officiellement, mais leur lecture est mal vue par la hiérarchie. Quels sont ces journaux bannis ? Ceux de gauche ou d'extrême gauche, ainsi que toute la presse anti-militariste. La presse fascisante et d'extrême droite peut, au contraire, être lue au vu de tous et dans la plus totale impunité — on voit bien que tout ce qui se situe à droite et dans la mouvance des hommes au pouvoir est « apolitique ». D'ailleurs, pourquoi le port de l'uniforme rendrait-il automatiquement mineurs ? Ces interdits sont en totale contradiction avec la majorité à 18 ans acclamée à grand tapage.

Il est nécessaire que l'armée évolue et s'adapte aux réalités contemporaines. La fédération nationale Léo-Lagrange (F.n.l.l.) s'est, depuis plusieurs années, penchée sur cette question. Elle a déjà présenté un certain nombre de propositions au contenu avancé. Comme l'ensemble des autres associations de jeunesse et d'éducation populaire, la F.n.l.l. a interrompu sa participation au Haut comité de la jeunesse et à l'ensemble des commissions ministérielles, dont la Commission armée-jeunesse, pour obtenir « la création d'un organisme de concertation représentatif, reconnu et compétent ». Peut-être l'existence d'un tel organisme eût-elle permis de concrétiser à temps quelques-unes des propositions de la F.n.l.l.

Au casernement pendant douze mois d'affilée, mal adapté et perçu comme une corvée, la F.n.l.l. a proposé de substituer un service placé dans la perspective de l'éducation permanente. « Il faut définir ce que tout citoyen arrivé à l'âge adulte doit posséder globalement comme connaissances et expériences le rendant apte à défendre le pays ».

Soucieux de voir comblé le fossé que le Pouvoir a laissé s'approfondir — quand il ne l'a pas creusé — entre l'armée et la nation, le Parti socialiste préconise en ce sens « un



Les révoltés de Clairvaux sur les toits.

Prisons : les pourrissoirs (suite)

A la stupéfaction générale, Jean Lecanuet vient de battre un record. Celui de l'efficacité au sein du gouvernement. En mettant, avec une remarquable maestria, les deux pieds dans le plat pénitentiaire, il a tenu samedi à la télévision des propos tels que les détenus de Nîmes se sont révoltés en assistant à son passage au petit écran. Le but du ministre, à partir de la mutinerie qui avait éclaté la veille à la centrale de Clairvaux, était seulement d'exposer ses conceptions et ses projets en matière pénitentiaire. Ce qu'il a réussi avec une si désolante limpidité que le sens n'en a pas échappé aux détenus de Nîmes. En substance, Lecanuet a admis qu'il y aurait beaucoup à faire pour les nombreux délinquants détenus pour de courtes peines. Mais pour les autres, ceux des centrales de longues peines comme Nîmes et Clairvaux, il ne laissait aucun espoir. A ceux-là, la réinsertion serait à jamais interdite. On conçoit sans peine que les détenus à qui il retirait ainsi tout espoir aient adopté une attitude de révolte désespérée.

Heureusement pour Lecanuet, il est secondé par un secrétaire d'Etat à la Condition pénitentiaire, Hélène Dhorlac, apparemment plus au fait du problème. Celle-ci a préparé un projet de réforme du système pénitentiaire que Lecanuet présentera au Conseil des ministres le 31 juillet. Ce dernier s'est vanté samedi des largesses du

service fractionné en une période d'instruction et des périodes d'entraînement qui, normalement, n'excèderaient pas six mois, et ce sans nuire à la disponibilité immédiate des forces armées. Un tel dispositif décentralisé et permettant une mobilisation immédiate permettrait d'en finir avec les contraintes périmées ».

Peut-être doit-on aussi souhaiter, comme en Suède et en Norvège, la mise en place de délégués élus du contingent ? Ceux-ci siègent aux côtés des commandants de compagnies, dans des comités supervisés par un « ombudsman ». Ce dernier, assisté de six membres nommés par le Parlement pour quatre ans, est habilité à inspecter les casernes et à recevoir toutes plaintes concernant aussi bien les questions de nourriture et d'hébergement que les sursis et les questions disciplinaires. Quand on connaît la liberté dont jouissent déjà les soldats de ces pays, on mesure avec effarement tout le chemin qui nous reste à parcourir pour voir enfin instaurer un statut démocratique du militaire. Raison de plus pour soulever au plus tôt un vaste débat national sur les problèmes de la défense et de l'armée, que ne remplaceront à coup sûr pas les vagues promesses de « réforme du style du service militaire » que Giscard d'Estaing élaborerait en août au cours de sa « semaine d'étude » des problèmes de défense.

JEAN-LOUP REVERIER

ministre des Finances qui lui a accordé, pour 1975, 200 millions de francs d'autorisation de programme avec lesquels il compte, entre autres choses, créer 1 300 emplois supplémentaires. Soit, compte tenu de l'inflation, une somme proportionnellement inférieure à ce dont disposait son ministère pour 1974, année au cours de laquelle 2 035 postes nouveaux ont été créés. Il semble bien que le ministre ait également quelques problèmes avec les chiffres...

En fait de largesses, on ne voit pas très bien comment il pourra financer les réformes indispensables sans lesquelles les prisons resteront le théâtre de l'injustice, des suicides, des révoltes et en même temps de l'inefficacité (voir « l'Unité », n° 116).

On nous parle aujourd'hui d'humaniser les prisons, de revaloriser la condition du personnel, d'instituer un « statut du détenu », de séparer les caïds des jeunes délinquants et de remplacer les courtes peines par des amendes. Soit. Nul ne regrettera des mesures en ce sens. Mais le « malaise des prisons » aujourd'hui reconnu par Hélène Dhorlac, « le passif fantastique de l'héritage » qui fait tant soupirer Lecanuet permettent d'imaginer qu'une véritable réforme, aussi tardive, appellerait d'autres moyens d'imagination, financiers et en personnel que ceux dont dispose aujourd'hui le ministre de la Justice. Il faut donc s'attendre à des mesures par trop timides, même si un grand battage est organisé tout autour. Ou la situation est si critique en ce domaine que la timidité équivaudrait à l'inaction. Ce qui serait très dangereux.

J-L. R.



Les « forces de l'Ordre » opérant à l'intérieur de la prison de la Santé.

Immigrés
TROP CHER !

La politique sociale à l'égard des immigrés est très généreuse... à condition de ne rien coûter.

C'est de l'intérieur du gouvernement qu'il a choisi que Valéry Giscard d'Estaing est aujourd'hui mis en accusation. C'est par un des secrétaires d'Etat qu'il a nommés que Jacques Chirac se voit signifier qu'il n'a pas les moyens de la politique qu'il prétend vouloir mener. Et la démission du secrétaire d'Etat à l'Immigration André Postel-Vinay, six semaines après son entrée en fonction, apporte la preuve de ce que la gauche n'a cessé de dénoncer : les promesses faites dans le feu de la campagne électorale ne seront pas tenues et les préoccupations sociales s'estompent.

Lundi 22 juillet au soir, en effet, Postel-Vinay démissionne. Et explique pourquoi : « La forte réduction qui a été opérée au cours d'un arbitrage budgétaire sur le programme que je demandais au titre de l'année 1975 pour le logement des travailleurs migrants et l'action sociale qui leur est destinée, m'a conduit à donner ma démission. » Sans méconnaître nullement la nécessité de l'austérité budgétaire, l'ancien secrétaire d'Etat précise que « les dépenses supplémentaires qu'il réclamait auraient pu être compensées par des économies sur des secteurs moins essentiels. » En d'autres termes : on a parlé d'une politique de l'immigration. A condition qu'elle ne coûte rien.

En fait, Chirac a commis une erreur, qui lui sera sans doute reprochée, en choisissant un homme qui n'entendait pas jouer un rôle de paravent. Agé de 63 ans, ce haut fonctionnaire ne fait pas partie du sérail politique. Il connaît, pour avoir été 29 ans directeur de la Caisse centrale de coopération économique, les problèmes des pays en voie de développement. Président depuis 10 ans de l'Association des travailleurs africains et malgaches, il devient, dans le ministère de Georges Gorse, directeur de la population et des migrations. Puis, le 3 juin, Chirac en fait le premier « ministre des immigrés ».

Dès le 3 juillet, des mesures concernant l'immigration sont adoptées par le Conseil des ministres. Dire qu'elles satisfont tout le monde serait exagéré. La première a, en effet, de quoi surprendre : l'entrée des travailleurs immigrés est suspendue jusqu'à l'automne. L'immigration familiale est, elle aussi, stoppée. Il s'agit, explique alors le gouvernement, de réfléchir à ce que pourrait être une politique plus « juste » de l'immigration. Et Postel-Vinay précise : des mesures concrètes seront prises au Conseil des ministres du 31 juillet, dans le domaine du logement notamment.

Ces déclarations sont accueillies avec méfiance par les syndicats, tant C.g.t. que C.f.d.t. A cette époque, Aubin Tanguy, membre du secrétariat national à l'immigration de la C.g.t., expliquait ainsi les réserves qu'il convenait d'avoir à l'égard de ces mesures : « Elles n'apportent rien de concret sur les revendications que présentent les travailleurs immigrés. On nous dit : nous allons

→

Prix

LE PAIN NOIR

TROP CHER!

faire un effort en ce qui concerne les questions sociales, et en particulier le logement. Ce n'est pas la première fois que de telles promesses sont faites. Tout ce que nous constatons pour le moment, c'est que le prétexte de suspendre l'immigration pour y voir clair est dérisoire. » Même son de cloche à la C.f.d.t. : « La seule mesure vraiment concrète prise au Conseil des ministres du 3 juillet est une mesure de police. Fermer les frontières pour définir une politique de l'immigration, c'est un peu comme si, pour définir une politique de la Santé ou de l'O.r.t.f., on commençait par fermer les hôpitaux et arrêter la télévision ». Bref, début juillet, les syndicats pensaient que le gouvernement ne cherchait qu'à mieux adapter l'immigration à ses besoins ; mais, malgré toutes ces réserves, C.g.t. et C.f.d.t. attendaient néanmoins le 31 juillet pour juger sur les actes les intentions réelles du gouvernement et de son « ministre des immigrés ».

Ce dernier vient de leur donner raison. Ses exigences, d'ailleurs plus que modestes — Postel-Vinay souhaitait la création de 11 000 logements pour les familles des travailleurs immigrés et de 15 000 lits pour les célibataires, alors que plus de 800 000 étrangers vivent dans des taudis — ont été jugées excessives par le Premier ministre. Et cette décision de Chirac réduit la « nouvelle » politique de l'immigration aux seules mesures du 3 juillet : la fermeture provisoire des frontières.

On comprend, dans ces conditions, le désappointement du secrétaire d'Etat à l'Immigration, et sa démission qui est un désaveu clair et net de la politique choisie par le gouvernement. C'est d'ailleurs sans aucun commentaire que la présidence de la République a annoncé sa décision et le nom de son remplaçant, que l'Elysée espère plus docile : Paul Dijoud a en effet sur son prédécesseur l'immense avantage d'être Républicain indépendant. Cet homme de 36 ans n'a jamais eu l'occasion de s'occuper des problèmes des travailleurs immigrés — il a été deux fois secrétaire d'Etat sous Messmer : en avril 1973, il est nommé à la Fonction publique, puis à la Formation professionnelle, avant d'être chargé de suivre les questions de sécurité routière en décembre 1973. Mais il a occupé, à plusieurs reprises, des fonctions importantes chez les Républicains indépendants : il a été secrétaire général adjoint de ce groupe entre 1967 et 1969.

Un choix plus qu'éloquent. On peut craindre seulement qu'instruit par d'amères expériences, dont la dernière en date est sans aucun doute la plus dure, le gouvernement Chirac, qui vient de se modifier pour la troisième fois en six semaines, ne recherche bientôt d'autre compétence que l'obéissance. Après le limogeage de Jean-Jacques Servan-Schreiber, la démission de Postel-Vinay, à quand le prochain départ ?

MICHELE BACKMANN

Comment les Français ressentent-ils cette période d'inflation ? Sont-ils vraiment pessimistes face à la hausse des prix ? Redoutent-ils une dégradation de la situation de l'emploi ? Quelles sont leurs intentions d'épargne ou de consommation ? Autant de questions auxquelles une récente enquête de l'Insee essaie de répondre. Réalisée entre le 25 avril et le 15 mai, donc essentiellement entre les deux tours des élections présidentielles, cette étude récemment publiée a porté sur 8 670 ménages, représentatifs de l'ensemble des Français.

Immédiatement, une constatation s'impose : les Français ne sont pas optimistes. Certes, l'avenir ne paraît plus aussi noir qu'ils l'avaient craint en janvier dernier, quand la crise de l'énergie battait son plein. Mais il demeure gris, d'un gris obstiné et à tous les niveaux.

▶ Premier point sensible : leur situation financière. Le pourcentage des ménages à ressentir sa détérioration, dans les six mois précédant l'enquête, va croissant : 22,5 % d'entre eux en mai (contre 13 % un an auparavant) trouvent leur situation personnelle plus mauvaise. A cet égard, on constate que 63,5 % des ménages arrivent juste à boucler leur budget en mai dernier. Il y a un an, 59 % seulement des ménages se trouvaient dans ce cas. Parallèlement, le nombre de ceux qui peuvent économiser diminue : de 32,5 % en mai 1973, ils passent à 27,5 % un an après.

Quant à leur avenir financier, le nombre des ménages à le prédire plus mauvais que ce qu'ils connaissent actuellement a pratiquement doublé (de 7 % à 13 %) en un an. Il reste bien quelques optimistes : 19,5 % d'entre eux, contre 27 % en mai 1973, pensent encore que leur situation financière va s'améliorer dans les mois à venir. Mais, depuis quatre ans, ils n'avaient jamais constitué une telle minorité.

▶ Face aux prix, les Français sont unanimes : en mai 1974, 9 ménages sur 10 (deux fois plus qu'en janvier 1972) jugent que les prix ont beaucoup augmenté. A peine 2 % des ménages osent affirmer que les prix sont restés stables, soit 8 fois moins qu'en mai 1973, 9 fois moins qu'en janvier 1972, 13 fois moins qu'en janvier 1970... C'est bien sûr chez les ouvriers et les salariés que l'on trouve, à cet égard, l'unanimité la plus grande : 91 % d'entre eux jugent la vie beaucoup plus chère, contre 89 % chez les commerçants et les industriels et 86 % chez les agriculteurs.

L'avenir, là encore, ne s'annonce pas brillant. Si 28 % des Français pensent que les prix augmenteront moins rapidement au cours des mois prochains, 55,5 % d'entre eux restent persuadés qu'ils augmenteront autant, pour ne pas dire davantage. Rien de plus logique si, à cette époque, un Français sur deux affirme que le niveau de vie s'est dégradé en France. Un an auparavant, un Français sur quatre seulement partageait cette opinion. Dans les mois à venir, 11,5 % d'entre eux croient à une progression de ce niveau de vie, tandis que 28,5 % penchent pour sa détérioration. Là encore, les optimistes en sont pour leurs frais.

▶ Les pronostics en matière d'emploi sont révélateurs de la morosité et de l'inquiétude des Français. Toujours en mai dernier, 34,5 % d'entre eux (contre 20 % l'année d'avant) jugent que la situation de l'emploi s'est détériorée. Si la grande peur de janvier s'est calmée, l'augmentation du nombre de chômeurs reste la hantise de 37 % d'entre eux : un pourcentage en constante progression depuis deux ou trois ans. Les 5 % de Français qui demeurent persuadés que le nombre des chômeurs va diminuer font désormais figure d'irréductibles optimistes.

▶ Dans cette conjoncture économique, comment les ménages vont-ils utiliser leur argent ?

Une constatation d'ensemble se dégage : l'épargne n'y trouve pas son compte. D'abord, parce que les Français sont portés à faire des achats par anticipation de la hausse des prix. Tout le monde connaît désormais « l'économie formidable » réalisée en achetant aujourd'hui ce qui aurait coûté plus cher le lendemain. Et dans ce cycle infernal plus la situation économique du pays est perçue comme inquiétante, plus les consommateurs sont prêts à acheter immédiatement, de peur de ne pouvoir le faire plus tard. Un exemple récent illustre bien le processus. En janvier dernier, durant la période la plus aiguë de la crise de l'énergie, le pourcentage des Français prêts à faire « des achats importants » atteint 61,5 %. Une fois la panique calmée, en mai, il redescend à 58 %. Un chiffre de toute façon bien supérieur à celui d'une année plus calme : en mai 1973, leur proportion n'a pas dépassé 49 %.

Si l'épargne n'y trouve pas son compte, c'est aussi parce que les Français sont de plus en plus nombreux à réaliser que l'inflation grignote leurs économies. Il ne faut donc pas s'étonner si 27 % d'entre eux en mai dernier (contre 18 % il y a un an) ne trouvent pas raisonnable d'épargner en ce moment. De toute façon, le problème reste réservé à une minorité puisque 65,5 % des Français sont sûrs, ou à peu près sûrs, de ne pas parvenir à mettre de l'argent de côté dans les mois qui viennent.

Et s'ils en avaient — on peut bien rêver — comment l'épargneraient-ils ? La réaction des ménages interrogés apporte la touche finale au pessimisme qui s'attache aux débuts de « l'ère nouvelle ». Plus que toutes les valeurs d'épargne traditionnelles, deux placements surtout retiennent la faveur des épargnants : les biens immobiliers ou terriens, et l'or, valeurs refuges par excellence.

CHRISTINE COTTIN

changer la vie sociale et économique

LA HAUSSE A DE L'AVENIR

Les prix ont augmenté de 1,2 % pendant le mois de juin. Ce qui, si on compare à juin 1973, porte à 17 % le taux de la hausse des prix. Ce n'est pas l'Insee, on s'en doute, qui donne ces chiffres édifiants, mais la C.g.t. En précisant : « Les augmentations concernant les loyers, le gaz, l'électricité, l'essence et les voitures seront prises en compte dans l'indice de juillet. » Joyeuse perspective de rentrée...

QUI PROTEGE LES GARDIENS ?

Le gardiennage d'usines et de bureaux est une profession souvent décriée. Qui sont les gardiens ? En majorité des travailleurs immigrés, des salariés âgés, ou des retraités qui choisissent cette activité pour compléter leur maigre retraite.

Le travail est dur. Une vacation de garde dure 12 heures, jour et nuit, sans fêtes de Noël, ni de 1er Mai. Les salaires sont dérisoires, puisqu'une vacation est payée environ 60 F, soit un salaire horaire de 5 F. Les heures supplémentaires ne sont pas majorées, pas plus que les heures de dimanches ou de jours fériés. Les contrats de travail sont aberrants. Peut-on parler de contrat, quand on voit, dans certains d'entre eux, explicitement spécifié que « la direction se réserve tout droit d'affectation ou de mutation des employés au poste de son choix », sans que ces derniers puissent adresser de réclamation. Autre aberration, le préavis de licenciement est normalement de 72 heures mais, en cas de maladie, certaines sociétés se dispensent de toute rémunération de préavis. C'est ce que prévoit, par exemple, le réglement intérieur d'une entreprise de gardiennage de la région parisienne qui fait, sur ce plan, référence à un arrêt de la Cour de cassation datant de 1933.

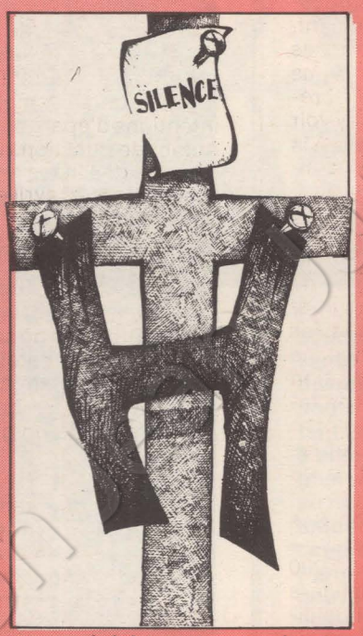
On se demande, dans ces conditions, qui protège les gardiens ?

LA GAUCHE ET LE DROIT A LA SANTE

Le droit à la santé et à la protection sociale : tels sont les grands axes du texte commun en matière de santé et de Sécurité sociale signé par 18 organisations, syndicats et partis de gauche.

Parmi les signataires, on retrouve la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen, à l'origine de ce projet, et les partis communiste et socialiste.

Mais sont également représentées des organisations familiales, mutualistes, de malades et de personnes âgées qui n'ont



pas spécialement une réputation de « révolutionnaires ».

Pour tous, il s'agit surtout de dénoncer une véritable politique « antisociale » du gouvernement. « En réduisant les ressources du régime général des salariés, affirment-ils, le Pouvoir entend substituer au régime de Sécurité sociale un minimum de ressources garanti qui est, en fait, un régime d'assistance généralisée ». Et cela pendant que les compagnies d'assurances envahissent de plus en plus le marché lucratif de la couverture complémentaire des risques.

Pour faire obstacle à cette politique, les organisations signataires se sont fixé des objectifs à atteindre concernant surtout la revalorisation du pouvoir d'achat des allocations familiales, des retraites, des pensions et allocations.

« L'impression que cela ne peut pas durer devient de plus en plus forte, constate un responsable du P.s. Cet accord était pratiquement signé avant la mort de Georges Pompidou. Mais la campagne présidentielle lui a, indiscutablement, donné une autre dimension. »

UN PATRON « OUVERT »

Les atteintes au droit syndical ne sont pas toujours « musclées ». Elles peuvent aussi prendre la forme de notes au personnel, comme celles que la direction de l'entreprise Magyar, à Dôle, a rédigées ; 1ère note : « Nous sommes mis en demeure par le syndicat C.f.d.t. de procéder à des élections de délégués de personnel. Comme la loi nous y oblige, nous procèderons à ces élections prochainement. En conséquence, ceux qui estiment avoir besoin d'un intermédiaire entre eux et la direction en la personne de M. Poilloux ou autre, voudront bien remettre à M. Virgile leur carte d'électeur pour être inscrits sur la liste. Par contre, ceux qui préfèrent le contact direct avec la direction peuvent être assurés qu'ils seront toujours reçus comme par le passé par le signataire et que leurs problèmes seront toujours abordés avec franche et amicale compréhension. » Deuxième note : « Le syndicat gauchiste C.f.d.t., après sa campagne de basse calomnie contre notre entreprise et le signataire, a réussi à trouver cinq personnes afin de poursuivre son « œuvre ». Que les « associés » et leurs manipulataires sachent bien que jamais aucun dialogue ne pourra s'engager entre eux et le soussigné. » Deux notes signées du directeur, Magyar. On ne saurait être plus clair !

LES HANDICAPES MEPRISES

Les difficultés de Michèle Roux sont pour le moins paradoxales. Cette jeune femme, aveugle de naissance, est aujourd'hui victime de l'A.s.e.i. (Association pour la sauvegarde de l'enfance inadaptée).

Licenciée en droit et titulaire de deux D.e.s. de droit, Michèle prépare une thèse sur l'insertion socio-professionnelle des handicapés sensoriels et moteurs. L'intérêt qu'elle porte aux handicapés l'a amenée à quitter son poste en faculté de droit de Paris pour accepter, après un stage probatoire, un poste de transcriptrice braille dans l'un des 30 établissements de l'A.s.e.i., le lycée Saint-Agne de Toulouse.

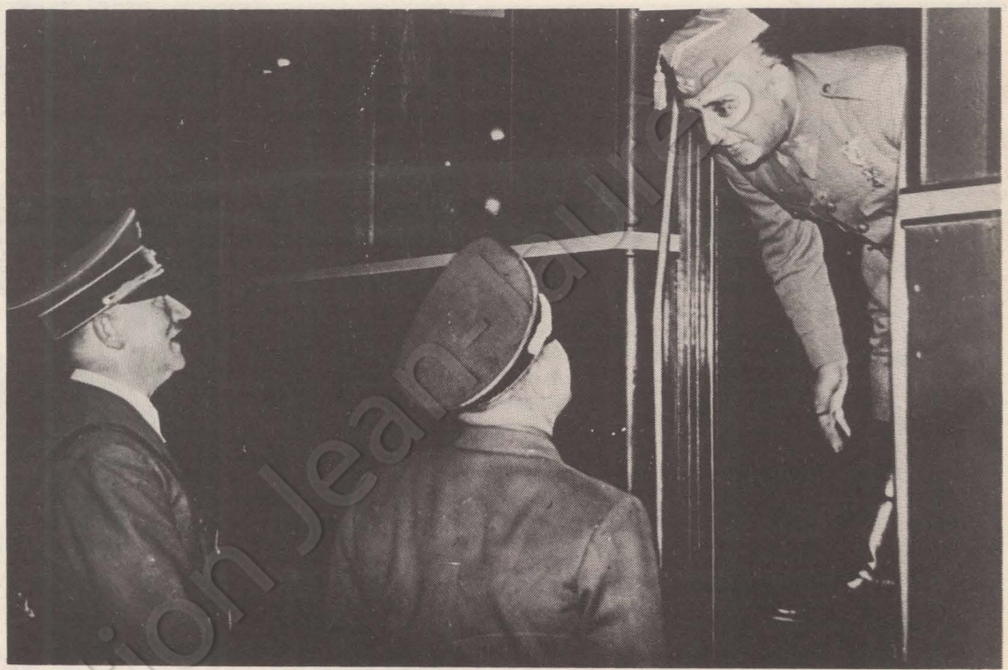
Or, malgré les promesses qu'elle avait reçues, son stage n'a pas été suivi d'intégration. Bien qu'elle ait donné pleinement satisfaction, elle a été soumise à une seconde période d'essai, à durée indéterminée. Au mépris de la convention collective de l'A.s.e.i. et des dangers que présentait pour Michèle ce stage dans un atelier rempli de machines dangereuses.

Les délégués du personnel ont obtenu sa réintégration à Saint-Agne où, sans statut ni fonctions, elle est victime des brimades de l'administration. Son intégration lui a été refusée sous le merveilleux prétexte que le poste de transcripteur braille serait réservé aux voyants.

En fait, Michèle est victime de la répression antisyndicale. L'attitude de la direction à son égard a nettement changé lorsque, à la suite de la constitution d'une section C.f.d.t. à Saint-Agne, Michèle accepta d'être élue à son Bureau. L'attitude de l'A.s.e.i. est d'autant plus choquante que s'en prendre à Michèle Roux paraît être la négation de la cause défendue par cette association.

LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

Un, deux, trois et même quatre Bourbon. Pour secouer ce cocktail la main énergique de la future veuve du Caudillo. Manquent deux ingrédients pour corser le mélange: l'Armée et l'Eglise.



Hitler et Franco.

Ainsi le dernier dictateur qu'Adolf Hitler serra contre lui, est presque mort. Politiquement, c'est du moins chose faite. Le caudillo Francisco Franco, « régent du royaume d'Espagne par la grâce de Dieu », a dû laisser son pouvoir au prince Juan Carlos. Et seule une clause de style a fait ajouter au texte officiel, signé Franco, les mots « à titre provisoire ». La survie clinique du corps décharné du Caudillo ne concerne plus que les médecins, de même que la façon dont ils ont pris la responsabilité d'en parler dans des communiqués optimistes. Mais de toute façon, pour l'Espagne, la page est déjà tournée.

Plus ou moins tard, son corps ira rejoindre la sépulture qu'il s'était fait construire dans la « Valle de los Caidos ». Formidable monument de mégalomane où chaque pierre, chaque décoration, chaque inscription rappelle l'holocauste d'un million d'Espagnols à la cause sacrée de la croisade et de sa personne. Mort dans son lit, Franco aura malheureusement échappé au sort des autres dictateurs, ses frères de combat de « l'Europe nouvelle », Hitler et Benito Mussolini. Là-bas, sur les plages ou dans les bungalows de la Costa Brava, les vacanciers découvriront que Nuremberg, ses rites initiatiques et mystiques, ses cérémonies blanches et noires, n'étaient pas si éloignés d'eux.

Le nouveau roi d'Espagne mènera le deuil. Nommé par la grâce de Franco, il se détachera derrière le catafalque à quelques mètres devant la famille. Avec sa haute silhouette déjà épaissie, il marchera entre les rangs de militaires aux casques d'acier étincelant sous le soleil. Comme au jour du défilé de la victoire fasciste, en 1939 à Madrid, les soldats les auront, le matin, enduits d'huile. Et le lourd visage éternellement triste de ce Bourbon fera la « une » des journaux. De nouveau, un roi règne sur l'Espagne. 43 ans après que le peuple espagnol eut licencié son grand-père Alfonso XIII dans une indifférence pas même polie.

Roi à 36 ans, Juan Carlos occupe son trône depuis le 20 juillet. La loi fondamentale de l'Etat espagnol, conçue par le Caudillo après des années et des années d'hésitation, a été appliquée sans coup férir. Apparemment, le processus de succession a correctement fonctionné. Mais non sans mal. Depuis plus d'un an, la santé mentale de Franco se dégradait sans cesse. Les effets de la maladie de Parkinson et de l'âge aidant, la camarilla du Prado gouvernait en son nom.

Le confesseur des Franco, des familiers usés par les honneurs et les prébendes, son épouse Dona Carmen Polo avaient entrepris de sauvegarder leur pouvoir. Lorsque la voiture de l'amiral Carrero Blanco sauta en décembre 1973 sur une charge de 50 kg de T.n.t. dans la Calle Claudio-Cuehlo, chacun sous les arcades de la Plaza Mayor à Madrid s'exclama : « Bien visé ». La disparition de cet homme clé du franquisme brouillait les fils de la succession. Lui seul connaissait suffisamment les clans du régime pour les neutraliser les uns par les autres. Officier supérieur, amiral, il imposait à l'armée ce respect qu'inspire tout cadre à un bon subalterne.

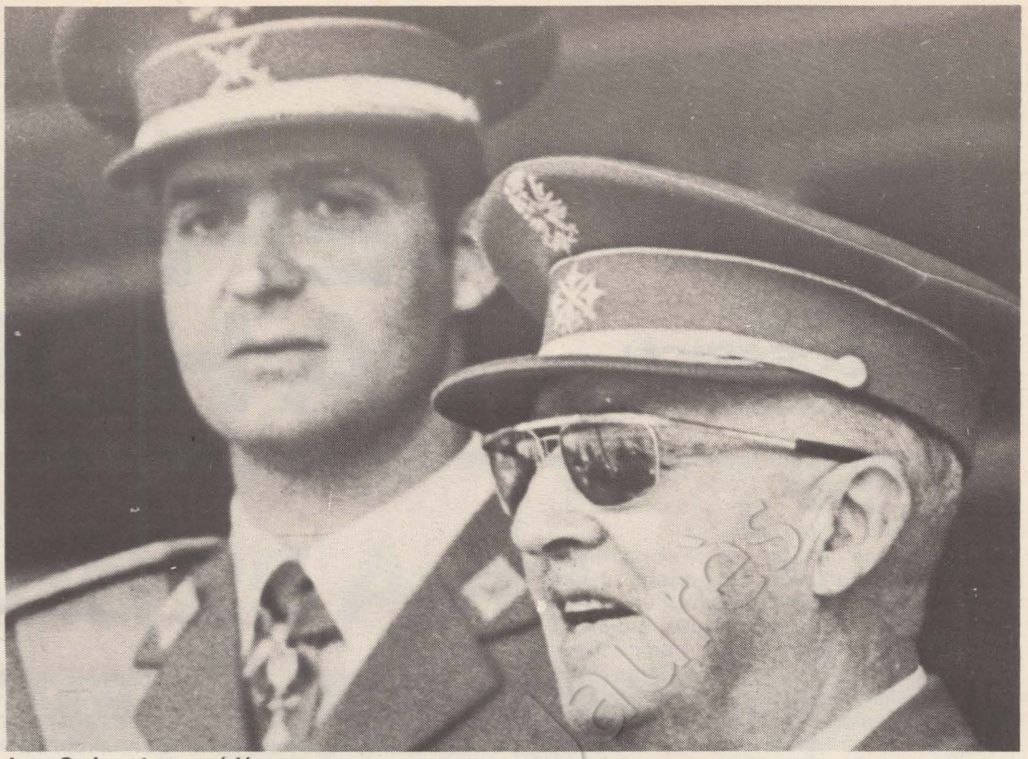
Quand il s'agit de remplacer cet amiral à tout faire du régime, la famille du Caudillo poussa en avant Carlos Arias Navarro. Une personnalité souple, un goût poussé pour les intrigues de palais et une idéologie fluctuante qui permettaient toutes les manipulations du nouveau chef de gouvernement. Et puis, Arias Navarro avait comme toute la famille Franco un sens profond de l'affairisme, des combinaisons financières. On se retrouvait entre soi.

Dona Carmen avait trouvé là l'homme à la mesure de ses ambitions. Les crises de sénilité du Caudillo se multipliaient et son triomphe approchait. Restaient trois graves problèmes : la succession, l'armée et l'Eglise. Le Juan Carlos âgé de 10 ans que le Caudillo avait enlevé à son père Don Juan, comte de Barcelone et héritier dynastique de la Couronne d'Espagne, pour surveiller lui-même son éducation, était devenu un jeune prince sans reproche. Il avait suivi les cours des trois académies militaires espagnoles, épousé en 1962 Sophie de Grèce et portait bien l'uniforme. Mais sa personnalité sans relief ne laissait guère augurer un profond sens politique. Chaque Espagnol s'en doutait. Pour l'entourage du Caudillo c'était devenu une évidence. Franco ne gouvernait plus, il fallait donc trouver ou susciter quelques autres prétendants.

Justement, une petite fille de Francisco Franco et de Dona Carmen avait épousé Alfonso de Bourbon, Duc de Cadix. Cousin de Juan Carlos et affairiste forcené comme sa belle-famille, celui-là avait droit aux faveurs de la camarilla du Prado. Depuis la mort de



Le duc de Cadix et Dona Carmen.



Juan Carlos et son prédécesseur.



l'amiral Carrero Blanco, il ne se passait pas de semaine sans que le duc de Cadix soit accueilli en grande pompe par Dona Carmen. Pas de semaine sans que les photographes et les cameramen de presse soient conviés à mettre en valeur ses visites. Quant à Juan Carlos, il était tout bêtement invité à inaugurer quelques hôpitaux dans des provinces éloignées. Sans la moindre caméra de télévision à proximité.

Désigné, le 23 juin 1969, comme personnage n° 2 du régime, successeur du Caudillo et héritier du « franquisme sans Franco », Juan Carlos vit quand même la manœuvre se tramer. Le problème était pour lui doublement complexe. Certes, il y avait le duc de Cadix, mais aussi son propre père Don Juan, fils du dernier roi d'Espagne, Alfonso XIII. Depuis sa résidence d'Estoril au Portugal, celui-ci lançait des phrases entortillées et ambiguës sur son propre avenir et sur celui de la royauté en Espagne. Certains le poussaient à condamner une monarchie, celle de son fils, instaurée par la dictature. D'autres, comme Juan Carlos, l'incitaient à renoncer officiellement au trône. Prudent, Don Juan choisit de se taire.

Le ridicule fut définitivement atteint lorsque Juan Carlos se mit dans la tête de faire désigner son fils, l'infant Felipe, tout juste âgé de 10 ans, comme héritier d'une couronne que tout le monde lui disputait. Pour faciliter la compréhension, nous avons passé sous silence les manœuvres pour ou contre les deux prétendants carlistes, le vrai et le faux. Au mois de juin, rien n'était résolu et les intrigues se multipliaient.

La phlébite à la jambe droite de Franco, la soudaineté de l'aggravation de son état de santé et le risque de voir éclater une crise ouverte de la succession, interrompirent ces petits jeux. Carlos Arias Navarro, qui avait tant comploté contre Juan Carlos, se résolut à aller solliciter au chevet du Caudillo la signature du décret de délégation du pouvoir au nouveau roi d'Espagne. Et puis, cette solution d'urgence laisse quand même beaucoup de portes ouvertes à la camarilla du Pardo. Nommé en décembre 1973 chef du gouvernement, Arias Navarro occupe ce poste pour cinq ans aux termes de la Constitution espagnole. Durant cette période, Juan Carlos ne pourra limoger son Premier ministre. Otage de ces ultras du régime, il ne pourra qu'être leur façade et leur instrument.

Dans ce régime, dans ce climat où les intrigues de palais rappellent celles des Borgia, les durs de l'armée se sont retrouvés aux côtés de la coterie menée par Dona Carmen et Arias Navarro. Le limogeage fracassant du chef d'état-major de l'armée espagnole, le général Diez Alegria, a été, le 14 juin dernier, leur triomphe **(voir « l'Unité » du 21 juin 1974).** Mais, aussi, le signe apparent de divisions dans l'armée. Aujourd'hui où la plus grande majorité des capitaines n'ont pas connu la guerre civile, où les « héros » de la croisade ont pris leur retraite, les positions d'un Diez Alegria reflètent bien les préoccupations des cadres moyens de cette armée. Comme l'auteur d'« Armée société », ces jeunes officiers ne pensent pas que leur armée doit obligatoirement et éternellement fournir au régime une garde prétorienne.

Pour reprendre en main ces esprits troublés, pour éloigner le dangereux exemple portugais, le Pouvoir a nommé à la tête de l'état-major un fervent et discipliné adepte des temps de la guerre civile, le lieutenant-général Fernandez Valespin. Le général Iniesta Cano, ancien patron de la Garde civile, et le vieux général Garcia Reboul s'étaient vus chargés d'une tournée des garnisons et des capitaines généraux qui commandent la région militaire. Il y a trois semaines, ils étaient à Barcelone. Et ils organisaient dernièrement à Madrid un conclave discret des cadres supérieurs de l'armée espagnole. Il s'agissait là encore de mieux contrôler les

→

LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

→

leviers du pouvoir et de la succession. Mais le temps a manqué et l'armée, aujourd'hui, n'est plus sûre. Ni pour la camarilla du Pardo. Ni pour Juan Carlos.

Toute bonne dictature ne se conçoit pas sans la sainte alliance des canons et des crucifix. Mortifié par l'attitude d'un clergé qui parlait de droit humain jusque dans la cathédrale de Madrid, Franco comptait sur la révision du concordat avec le Saint-Siège pour ramener aux raisons de son régime l'Eglise espagnole. Arias Navarro avait repris ce dessein. Les ministres multipliaient les voyages au Vatican. Le nonce apostolique passait sans cesse de Madrid à Rome. Mais l'attitude libérale et peu conciliante de l'archevêque de Madrid, Mgr Tarancon, a fait échoué toutes ces tentatives de séduction. Aujourd'hui, l'Eglise n'est plus au rendez-vous.

Juan Carlos règne donc, depuis six jours, sur l'Espagne. Héritier d'une monarchie qui a toujours inspiré aux Espagnols un profond mépris, nommé au milieu d'une guerre de prétendants au trône qui ne l'a pas épargné, privé du soutien absolu et inconditionnel de ces deux piliers du franquisme, l'armée et l'Eglise, prisonnier des ultras, il ne pourra que naviguer à vue. Et s'il n'avait pas compris, les faits le lui rappelleront vite. Il lui a fallu accomplir un véritable coup de force, le 18 juillet dernier, pour obtenir de Dona Carmen de représenter le Caudillo aux cérémonies anniversaire du soulèvement franquiste du 18 juillet, à Granja, près de Ségovie. Et puis, il y aura le jour où l'accumulation de ses contradictions lui coûteront son trône face à la montée des luttes ouvrières. Les militants socialistes et communistes surveillent les événements. Et s'apprêtent à passer à l'action.

A Madrid, chacun commente ces événements dans le calme. Chaque soir, la télévision retransmet quelques images de la clinique où s'achève la dictature de Franco. Et rend compte des activités tout officielles et banales du nouveau roi. Les fins connaisseurs de la vie politique s'amusent de la longue procession de courtisans et de prétendants qui défilent dans ce 6e étage où règne toujours la camarilla du Pardo. L'Espagne attend. Et les journaux ont été instamment priés de mettre en valeur une photo prise dans le couloir froid de la clinique où Juan Carlos serrait du bout des doigts la main du duc de Cadix.

Dimanche dernier, un homme, la soixantaine élégante et raffinée, s'est présenté sur le perron. Les gardes ont laissé monter cet inconnu qui présentait si bien. Arrivé dans l'antichambre, il demanda bien poliment à la secrétaire du service de transmettre au Caudillo ses vœux de prompt rétablissement. Et laissa sa carte où étaient gravés son nom et son titre : « Juan de la Fuera, Roi d'Espagne ». C'était, semble-t-il, un fou.

NICOLAS BRIMO

«EFFACER LA HONTE»

Les Grecs vont tenter d'effacer 7 ans de malheurs. Le jeu normal de la politique, de la lutte des classes va reprendre à Athènes. Sans tortures, ni prisons...

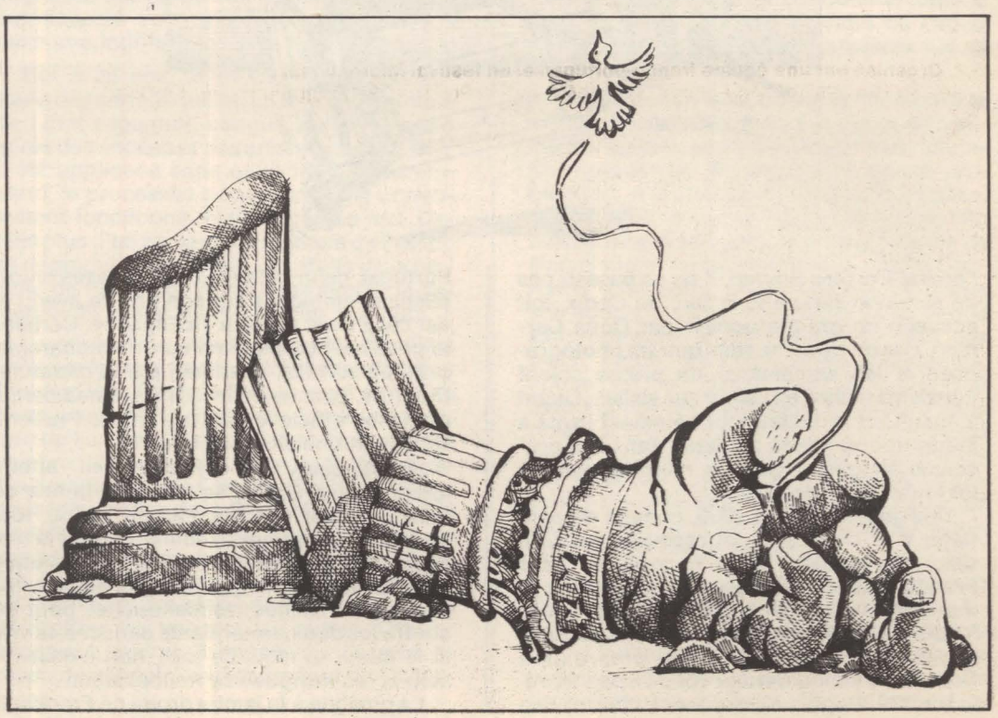
Athènes se sent libre. L'annonce du retrait de la junte et du retour de Constantin Caramanlis a jeté dans les rues des centaines de milliers de Grecs. Le mardi 23 juillet 1974 effaçant le 27 avril 1967. Ce départ et ce retour ont pour les Grecs des significations précises. Ils pourront parler. Librement. Lire le journal de leur choix. Ne plus avoir peur de la police. Ne plus craindre la torture.

L'Histoire a parfois de l'ironie. L'homme qui symbolise aujourd'hui l'ouverture avait quitté son pays, en 1963, après avoir été battu aux élections. Son parti, l'Union nationale radicale, avait tout cautionné : la répression, la limitation des libertés, l'interdiction du Parti communiste, la mainmise des Américains sur le pays. Battu par Georges Papandréou, Caramanlis était le symbole de la droite la plus archaïque. Mais la junte était pire. A la fois dans la répression et dans l'incapacité de diriger le pays. Et les derniers quinze jours l'ont prouvé.

Ce n'était un secret pour personne que la junte avait besoin de redorer son blason. L'équipe dirigeante sentait le pouvoir lui échapper, les événements allaient plus vite qu'elle. Inquiets du jeu solitaire de Makarios, les stratèges athéniens mirent au point un plan qui avait à leurs yeux un triple avantage : par un succès — car ils n'en doutaient pas — ils renforçaient leur position et affaiblissaient celle de leurs adversaires. L'appel à l'Union nationale et la lutte contre les Turcs pouvaient faire « oublier » aux Grecs leurs difficultés. Enfin la chute de Makarios — et seule sa mort signifiait la chute — permettait de rattacher Chypre, tout ou partie, à la Grèce.

Un échec imprévu

Pour réaliser cela ils disposaient des 650 officiers grecs de la Garde nationale chypriote et de l'espoir que les Turcs, sous la pression de l'Otan, ne bougeraient pas et que les Etats-Unis entérineraient leur réussite. Le seul détail qu'ils n'avaient pas prévu était l'échec.



Portugal

Le second 25 Avril

Complété par une douzaine de secrétaires d'Etat, le nouveau gouvernement provisoire portugais dirigé par le colonel Vasco Gonçalvès s'attaque sans attendre aux problèmes les plus urgents. Dans les jours qui viennent, une série de mesures économiques, en attente depuis plusieurs semaines, vont être enfin rendues publiques. D'autre part, l'accord reconnaissant la Guinée-Bissau comme futur Etat indépendant pourrait être annoncé avant la fin du mois de juillet.

Toutes les réactions enregistrées depuis la constitution du nouveau gouvernement confirment que le dénouement de la crise a bien été ressenti comme un second 25 avril consolidant le premier. Le fait majeur, c'est-à-dire l'apparition directe sur la scène politique des officiers du Mouvement des forces armées, a été accueilli très favorablement par la population. Il y a quelques jours, à Cascais, plage élégante qui jouxte Estoril, à une trentaine de kilomètres de Lisbonne, dix mille personnes ont fait une ovation à Mario Soarès et aux dirigeants du Parti socialiste venus expliquer que le renforcement de la coalition entre le M.f.a. et les partis de gauche représentait un grand pas dans la consolidation de la nouvelle démocratie portugaise. Il est, en effet, certain que l'intervention directe des « capitaines » a fait échouer dans l'œuf une manœuvre qui visait à renforcer à la fois les pouvoirs du général Spinola et ceux des éléments les plus modérés de la précédente coalition groupée derrière l'ex-Premier ministre Adelino da Palma Carlos. Celui-ci vient de patronner la création d'un nouveau parti qui se réclame de la « social-démocratie » et entend donc disputer la clientèle du « centre gauche » au Parti populaire démocratique, toujours présent, lui, au gouvernement bien que son principal leader, le Dr Sa Carneiro, en ait été évincé.

Ces jeux politiques du centre et de la droite semblent n'intéresser que médiocrement les Portugais. Les partis de gauche ont, au contraire, marqué de nouveaux points dans l'opinion et travaillent dans de bonnes conditions au renforcement de leur implantation, en pensant aux élections à l'Assemblée constituante définitivement fixées à mars prochain. En pensant aussi que la toute récente révolution portugaise a peut-être des vertus contagieuses. Comment n'y songerait-on pas à Lisbonne en regardant du côté de Madrid et du côté d'Athènes ?

C.E.



Mikis Théodorakis, le ballet Gulbenkian, les Percussions de Strasbourg, Bill Coleman, Le Théâtre de la Commune de Lisbonne, une exposition de peinture portugaise et un récital de Juliette Gréco. De son côté, Georges Moustaki donne cette semaine une série de récitals gratuits dans plusieurs villes du Portugal.

*** Organisé par une équipe franco-portugaise, un festival international aura lieu du 16 au 26 août en Algarve, sur la côte sud du Portugal. Au programme,**

Le 15 au matin, lorsque Nicos Sampson déclencha son coup d'Etat, peu d'observateurs ont été surpris : les Anglais, qui possèdent plusieurs bases militaires sur l'île, avaient déjà évacué une bonne partie des familles des résidents. Un bon nombre de journalistes occidentaux étaient sur place. Et, juste avant le déclenchement du « coup », six officiers grecs de haut rang étaient arrivés dans l'île pour prendre les choses en main. Ils avaient été précédés par 200 officiers, arrivés en civil, qui devaient aider à encadrer les « milices ». Il était évident que les Etats-Unis étaient — au moins — informés.

Mais le coup d'Etat allait échouer. Makarios échappait à un attentat, quittait l'île après avoir lancé un appel à la résistance. Et cette dernière a été efficace. Si le manque de matériel lourd (chars, mitrailleuses) ôtait aux partisans de l'ethnarque toute chance en rase campagne, dès le 17, après avoir infligé de lourdes pertes aux hommes de Sampson, ils plongeaient dans l'illégalité. Aucun des responsables de haut niveau des partis ou organisations opposés aux putschistes n'avait été arrêté. Pourtant, la répression a été féroce. Le 17, il y avait 1 400 détenus politiques dans la prison de Nicosie. Dans les villes et les villages, la chasse aux suspects avait commencé. Mais il était évident que Sampson n'avait pas la situation en main. Et cet échec allait faire rebondir la situation.

C'est que Chypre n'est pas un pays ordinaire. Cette ancienne « colonie anglaise » n'a accédé à l'indépendance qu'en 1960. Après une longue guerilla. Jusque-là, les 82 % de Chypriotes d'origine grecque et les 18 % d'origine turque avaient vécu en bonne intelligence, restant à l'écart des rivalités qui ont opposé la Grèce et la Turquie. Ce sont les Anglais, peu avant l'indépendance, qui ont réussi à créer un fossé infranchissable entre les deux communautés. En créant, pour lutter contre les « terroristes grecs de l'E.o.k.a. », une milice exclusivement turque. L'engrenage de la terreur commençait. Et, aujourd'hui, les deux communautés sont séparées. Par un cordon de ruban bleu.

Makarios avait pourtant réussi à « limiter les dégâts ». En repoussant l'Enosis — le rattachement de Chypre à la Grèce — aux calendes grecques. C'est-à-dire en laissant les choses en l'état. Sa disparition, l'élimination prévisible de la gauche, ne pouvaient qu'inquiéter les Turcs. Dès lors, une intervention militaire de leur part ne faisait plus de doute.

Et, aux premières heures du débarquement de l'armée turque, des Chypriotes grecs opposés à la junte d'Athènes se retrouvèrent aux côtés des militaires turcs contre les officiers grecs. Ce n'est que lorsque les Turcs ne respectèrent pas le premier cessez-le-feu proposé que ces Chypriotes changèrent de camp. Sans enthou- →

D'UN PIED MOINS LEGER

Vacances

siasme. La position de Sampson allait devenir intenable.

A Chypre, la gauche est puissante. L'A.k.e.l. et l'E.d.e.k. — le Parti communiste et le Parti socialiste progressiste — sont des forces urbaines et paysannes structurées. Depuis longtemps, elles soutiennent la politique d'indépendance de Makarios. Et elles savent ce qu'un régime du type de celui des généraux d'Athènes leur réserverait.

Les Turcs pour leur part ne voulaient pas d'un régime voulant aller à marche forcée vers l'Enosis. Au nom de la défense de la minorité turque, ils souhaitent le retour au statu quo. Il devenait de plus en plus évident que la junte était incapable d'apporter au « nouveau régime » le moindre appui. Ses échecs le paralysait encore davantage. Le sort de Sampson allait être réglé. Son remplacement par le libéral Glafeos Clerides, président de l'Assemblée nationale et ami de Makarios indiquait que les Américains — et l'Europe — acceptaient un retour au statu quo antérieur. En protégeant l'essentiel, les bases militaires de l'Otan installées à Chypre.

L'annonce du retrait de Sampson anticipait de quelques heures les événements d'Athènes. La junte avait fait son temps. Kissinger avait repris l'initiative, effacé ses faux pas des premiers jours de la crise, « coincé » ses militaires. Il pouvait apparaître comme l'homme de la paix. Mieux, dès lundi il indiquait que « des changements étaient prévisibles à Athènes ».

Une partie de l'armée grecque fit alors pression sur la junte : « Vous partez, ou... » Incapable de maîtriser la situation, il ne restait au président de la République grecque Phaedon Ghizikis, qu'à faire appel à des civils.

Or les seuls civils capables de gouverner étaient dans l'opposition. Qu'elle soit de droite, du centre ou de gauche. La gauche étant exclue a priori de l'opération, restaient la droite et le centre. Tout au moins la partie de ce dernier qui était restée proche de la droite. Et Caramanlis était le symbole cherché. Son éloignement avait fait oublier bien des choses. Les positions qu'il a sans cesse réaffirmées depuis 1967 faisant de lui une sorte de De Gaulle grec. Les contacts que les différents courants d'opposition ont eu entre eux faisant le reste.

Les Grecs vont tenter d'effacer sept ans de leur histoire. Certains en ayant tiré les leçons de ces années sombres, d'autres sans le faire. Caramanlis va tenter de gouverner avec le centre droit. Il va chercher à « effacer la honte » même si pour cela certains règlements de comptes sont nécessaires. Cependant l'armée grecque n'est pas l'armée portugaise. Les jeunes capitaines, en Grèce, ne sont pas de gauche.

A Athènes le jeu normal de la politique, de la lutte des classes va reprendre. Sans prison.

GUY PERRIMOND

Ce n'est qu'un sentiment. Evidemment, il ne pourra être que contredit par les statistiques les plus officielles du Commissariat général au tourisme. Les vacanciers 74 abordent une nouvelle phase dans leur manière d'être en vacances. C'est-à-dire que partir le pied léger et l'esprit libre semble difficile alors que la rentrée risque d'être particulièrement dure. Mais les vacances étant — on le sait — un besoin, la répercussion de la crise économique se fera peu sentir sur le nombre des partants. Peut-être seront-elles écourtées ? Ou bien les passera-t-on différemment ?

Car, dès avant le départ, l'enveloppe « congés » est largement amputée par l'inflation. Et où commence l'inflation, si ce n'est aux portes mêmes des vacances ? Le premier « plein » : majoration de 5 centimes du litre d'essence, l'autoroute aux nombreux péages, etc. Et cela pour les 74% des vacanciers dont l'automobile est le moyen de transport favori. Le camping remis à l'ordre du jour, les plages surchargées, la côte d'Azur inabordable, le prix des produits alimentaires exagérément montés alors que les producteurs manifestent leur mécontentement contre la baisse de leurs revenus, les loisirs inaccessibles (l'heure de cheval 25 ou 30 F en bordure de mer, la demi-heure de pédalo 10 F...) Autant de facteurs qui font que 7 900 000 des vacanciers de juillet sont restés en France et qu'ils ont, plus que d'habitude, parcouru la campagne. Le tourisme vert, c'est un choix « raisonnable ». Lorsque le Commissariat général au tourisme déclare qu'il essaie de trouver de « nouveaux produits », que la propagande faite autour des vacances vertes est « une campagne qui porte ses fruits », on peut sourire. Pourtant, l'année dernière, Jean-Pierre Dannaud faisait d'étranges réflexions : « On va à la campagne parce que la vie y est moins chère ». Alors, dans ce cas, il est naturel qu'on retrouve le chemin du village... natal.

Le temps où les Baléares et la Tunisie étaient à un charter du bureau tend à passer de mode. Et il est navrant de constater que le retour à la nature, tant chanté, tient à l'augmentation des tarifs aériens : 17% depuis le 1er février. 49% d'ici à la fin de l'année. Et ne sont visés que 7% des estivants.

Ce sont les « produits » les moins chers, c'est-à-dire les pays les plus proches, qui sont les plus touchés par la désaffection du public. Et pour cause. Les pays lointains, par contre, continuent d'attirer les touristes « fortunés ». Alors que le Club Méditerranée n'enregistrait pas, au mois de juin, la ruée habituelle, on explique l'inquiétude des « gentils membres » par leur réticence à « investir à long terme ». C'est dire si l'insécurité économique est présente. Le cadre moyen et le technicien qui passaient leurs vacances « au Club » ont choisi cette année une formule plus en rapport avec leur situation financière : le tourisme social a vu ses demandes s'accroître d'autant. Les comités d'entreprise ont dû, eux aussi, refuser de nouveaux adhérents. Et les professions libérales, qui déjà commençaient à s'intéresser au tourisme social pour les vacances d'hiver, sont en train d'oublier de vieux préjugés. Le « social » étant nettement moins cher, on y part sans complexes. Pourtant, là aussi, les prix ont augmenté de 13 à 18% sur l'année précédente. Et les responsables de ce secteur savent qu'en 1975 une augmentation supplémentaire interviendra. Du côté des agences de voyage, on s'est inquiété de la chute de 20 à 50% des fréquentations en début de saison. Et si les prévisions pour le mois d'août semblent bonnes, on affiche un optimisme prudent : l'objectif étant d'atteindre les mêmes chiffres qu'en 1973...

Voir aussi, en France, des Français observer une certaine sagesse pour les petits plaisirs, ceux de la table notamment, est un signe des temps nouveaux. Ce petit restaurateur de la campagne corrézienne propose des menus au plus bas. « Je m'en sors à peine, mais je sais que si je monte un peu mes prix, les clients ne s'arrêteront pas. » Mais les petites économies, on les fait surtout sur le vin : « Le bordeaux est remplacé par le pichet du cru ».

Que des hôtels n'affichent pas complet sur le littoral, qu'il ne faille pas réserver une semaine à l'avance sa bouillabaisse dans le 3 étoiles de Saint-Tropez, cela veut dire quelque chose. Pourtant les restrictions touchent d'abord les plus défavorisés. Il va de soi que la famille qui n'a pu partir l'an dernier ne partira pas encore cette année. Et les enfants ? Les séjours des colonies de vacances ont aussi suivi l'augmentation du coût de la vie. Lorsque, dans les familles modestes, on envoyait un enfant sur deux « en colo », que fait-on cette année ? Vont-ils trouver une place dans les centres aérés surchargés ? Eux aussi, ils auraient aimé partir cet été...

JOSETTE BARBIERI

MAIRIE DE SARCELLES RECRUTE :

— 2 aides-ouvriers professionnels Bâtiment
— 2 ouvriers entretien voierie
— 2 O.P., 1 aide-O.P., espaces verts
— 3 Maîtres-nageurs sauveteurs
— 1 sténo-dactylo, 1 dactylo, 1 dactylo standardiste
— 1 agent pour service aide-sociale
— 1 rédacteur (Baccalauréat exigé)
— 1 assistante sociale
— 1 licencié en droit privé
— 1 opérateur Géomètre
— 2 cuisiniers
— 1 aide magasinier.

40 h par semaine, 4 sem. congé été, 1 sem. hiver, 5 jrs congés except. Nbreux avant. sociaux. Ecrire avec C.V. à Monsieur le Député-Maire - 95 - Sarcelles.

LA VENDETTA

Révoquer Jack Lang « c'est comme si l'on changeait en plein vol le pilote d'un avion ». Une vendetta ?

Depuis que Giscard d'Estaing est président, la culture française n'a plus de ministère ; un secrétaire d'Etat du nom de Michel Guy est chargé d'administrer la pénurie. Au bénéfice du doute, cet horticulteur qui se pique parfois de mécénat aura fait illusion d'intelligence pendant quelques semaines : le temps où il s'est tu. Car, maintenant que Michel Guy a parlé, on sait qu'il est incompétent. Comment interpréter autrement, en effet, la prétendue « réforme » qu'il vient d'infliger à la politique théâtrale ?

Si l'on résume les « mesures » prises, cela se réduit à un changement d'hommes aux directions de certains théâtres nationaux. Guy Rétoré n'est plus directeur du Théâtre de l'Est parisien et sera remplacé par Marcel Maréchal et Pierre Laville. Jack Lang est renvoyé de Chaillot avec perte et fracas et André-Louis Perinetti prend sa place. Jean-Pierre Vincent, jusque-là sans théâtre, est nommé directeur du Théâtre national de Strasbourg en remplacement de Perinetti. Bref, les bateaux ont changé de commandant ; le commis à la culture semble penser que l'efficacité des théâtres nationaux en sera bouleversée. Un directeur de théâtre serait donc aussi interchangeable qu'un P.d.g. à la tête d'un holding... Pour notre part, nous avons la naïveté de penser que le responsable d'une entreprise culturelle est nommé pour faire autre chose que toucher des appointements et des jetons de présence !

Par une dépêche A.f.p.

A l'inefficacité de la valse des hommes s'ajoute la manière : elle est toute incohérence et bêtise. Quelle logique y a-t-il à demander un projet d'orientation pour le Théâtre national de Chaillot à Marcel Maréchal... pour finalement l'envoyer au Théâtre de l'Est parisien ? Est-ce comprendre l'action culturelle que de révoquer Jack Lang au moment où il élabore une politique de création à long terme, alors qu'il n'en est qu'au stade de la préfiguration puisqu'il ne peut intégralement appliquer ses projets dans un théâtre dont la salle est en réfection ?

Le cas de Jack Lang est particulièrement significatif puisqu'il permet de voir quel genre d'homme est Michel Guy et ce qu'on peut attendre de lui dans l'avenir. En vérité, la révocation de Jack Lang n'est qu'une petite vendetta, un règlement de comptes personnel signé Michel Guy. Il se trouve que Jack Lang et Michel Guy ont eu une altercation à propos de la signature d'un contrat lors du dernier Festival d'automne. Jack Lang ayant le droit pour lui, Michel Guy était reparti tête basse en ruminant sa vengeance. Nommé secrétaire d'Etat, Michel Guy n'a eu qu'un but : abattre Jack Lang. Il s'est d'abord contenté de ne pas le soutenir quand il s'est vu privé de la salle de la Gaîté lyrique par la Ville de Paris il y a un mois. Jack Lang ayant ensuite trouvé un autre lieu, rue des Francs-Bourgeois, Michel Guy s'est empressé de faire jouer ses prérogatives ministérielles et d'accaparer le lieu en question pour le prochain Festival d'automne... dont il est le directeur. Enfin le 17 juillet à 21 heures, par une dépêche de l'A.f.p., Jack Lang a appris qu'il n'était plus directeur du Théâtre national de Chaillot. Sans motivation, ni explication. Jack Lang avait pourtant un contrat que lui avait signé il y a deux ans Jacques Duhamel, alors ministre des Affaires culturelles. En cas de non reconduction, il aurait dû être prévenu avant le 31 mai dernier. Le 10 juillet, une semaine avant son renvoi, Jack Lang nous a longuement parlé de ses projets pour la saison prochaine ; il ne savait rien du coup de grâce qu'on lui préparait !

Après deux années de tâtonnements, d'incertitudes, voire d'erreurs, Jack Lang était prêt à faire de Chaillot un grand centre de création contemporaine « pour permettre au public et aux créateurs de faire des expériences nouvelles, pour éviter que Chaillot ne devienne une bonbonnière de tout repos, un triste théâtre d'alternance entre classique et moderne ». Et Jack Lang ajoutait : « L'académisme n'a pas d'intérêt, Chaillot doit le fuir. Chaillot sera un théâtre de création ou ne sera pas. Je sais bien que, dans le monde douillet du parisianisme tranquille, explorer des voies nouvelles est jugé dangereux. On vous laisse faire un moment mais on vous attend au tournant ». Jack Lang avait raison : au tournant, il y avait Michel Guy, un des piliers du parisianisme douillet.

On pouvait ne pas être d'accord avec Jack Lang — nous ne l'avons pas, ici, toujours été — et discuter ses options, mais en créant de toutes pièces le Festival de Nancy, il avait su prouver que l'imagination était son lot. On était d'autant plus critique à son égard que sa personnalité suscitait l'exigence. Il est absurde de ne pas le laisser mener jusqu'au bout son projet. Ainsi que l'a dit Jean-Christophe Averty, « c'est comme si l'on changeait en plein vol le pilote d'un grand avion ». Patrice Chéreau s'est également déclaré scandalisé « par le mépris que cela suppose du travail accompli par l'équipe de Jack Lang ». Michel Piccoli — qui avait renoncé pour six mois au cinéma dans le but d'interpréter à Chaillot « Faust » de Goethe dans une mise en scène de Grüber, dramaturge de la Schobuhne de Berlin — n'a pas mâché ses mots : « Le contrat de Jack Lang est rompu, le nôtre aussi ». Le cinéaste hongrois Miklos Jancso, qui devait créer à Chaillot le 5 avril 1975 « un western théâtral montrant un massacre d'Indiens », ne viendra pas en France. Joseph Losey étudiait depuis plusieurs mois avec Jack Lang la possibilité de monter un spectacle inspiré de la réalité



contemporaine des rapports adultes-enfants ; il juge la décision de Michel Guy « scandaleusement regrettable » et met un terme à ses recherches. Paulo Grasci, directeur du Piccolo Teatro de Milan, devait présenter à Chaillot du 15 au 30 janvier 1975 « Le Roi Lear » dans une mise en scène de Staehler ; encore un projet à l'eau. Ce sont tous ces spectacles, toutes ces confrontations internationales, toutes ces expériences nouvelles où des cinéastes descendaient sur la scène du théâtre que Michel Guy a assassinés arbitrairement.

"Lotte pourrie"

Toujours, pour régner, les princes divisent leurs sujets, les font se jalouser. Il y a longtemps que les ministres de la Culture mettent en concurrence deux créateurs pour un seul théâtre. Il faut dénoncer cette division dont Michel Guy vient encore d'user. Mais il faut aussi dénoncer les hommes de théâtre qui se prêtent à ce petit jeu.

Après que Jean-Louis Barrault eut été renvoyé de l'Odéon, Roger Blin a eu ce mot terrible : « Je voudrais bien savoir quelle est la lotte pourrie qui osera accepter de le remplacer ? » Comment appeler aujourd'hui celui que Michel Guy a nommé pour remplacer Jack Lang ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

changer la vie culturelle

Cinéma
UN VRAI VOL

S'il fallait décerner un grand prix du transport formateur, moraliste et éducatif, il reviendrait à Air-France pour ses programmes cinéma. Sur la ligne de La Réunion tout au moins. Formateur : tel film projeté explique comment...détourner un avion. Moraliste : le projectionniste censure certains détails anatomiques par des caches noirs. Educatif, pour l'apprentissage des langues étrangères : le film est sonorisé exclusivement en anglais, alors que le trajet et les escales (La Réunion, Tananarive, Djibouti...) est uniquement francophone. Le député socialiste Alain Vivien s'est permis de demander au ministre des Transports par qui et comment étaient sélectionnés les films d'Air-France.

BIS !

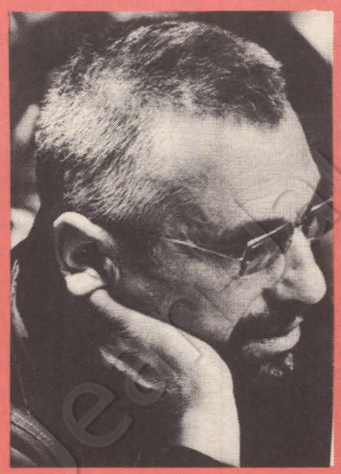
L'évaporée Blanche Dubois, ruinée, déchue, vient rejoindre à La Nouvelle-Orléans sa sœur, qui vit avec un jeune Polonais brutal... Personne n'a oublié « Un tramway nommé Désir ». Transpirant de l'atmosphère moite des pièces de Tennessee Williams, éclairages et bande-son très étudiés ont fait du film d'Elia Kazan une œuvre décisive. Ainsi que la façon dont Vivien Leigh déploie ses grâces fanées et dont Marlon Brando — si discutables que soient ses tics de l'Actor's Studio — a des emportements de fauve.

Si triste que cela soit, il faut se résigner à ce que la grande disette cinématographique d'été ne laisse d'autre choix que de revoir des « reprises ». Avec le film de Kazan, on doit signaler la réédition du « Bal des vampires » (Polanski), « Belle de jour » (Bunuel), « Butch Cassidy et le Kid » (Roy Hill), le Festival Humphrey Bogart, « Little Big Man » (Penn), « Mash » (Altman), « La mort aux trousses » (Hitchcock), « My fair lady » (Cukor), « Paris brûle-t-il ? » (Clément) et « La poison » (Guitry).

Expositions
SERREAU « POETE DES POETES »

« J'essaie de vivre d'une manière exacte avec une société injuste, d'avoir avec elle des rapports vrais. Il faut avoir la patience d'avoir raison », écrivait Jean-Marie Serreau, mort il y a un an, dont une exposition conçue et réalisée par Jean-Paul Liégeois et Geneviève Serreau inscrit sur les murs chauds du cloître de la Chartreuse de Villeneuve-lès- Avignon (jusqu'au 15 août) le trajet théâtral exemplaire.

1938-1973, de son premier rôle (le docteur dans « La jalousie du barbouillé ») à son dernier sur le petit écran (Charles Fourier), Serreau a toujours conservé cette lucidité qui lui permettait de s'échapper à lui-même. De Dullin à Kateb Yacine, du théâtre d'avant-garde des années 50 à la Comédie-française, il s'est, comme il se plaisait à le déclarer, « vraiment conduit en barbare », désireux d'arracher « le théâtre aux vieilles coques », d'inventer « des lieux audiovisuels au lieu de construire une cathédrale de la culture autour d'un animateur ». Partout, en France comme en Afrique, à travers Molière, Brecht ou Césaire, Jean-Marie Serreau cherchait « la place réelle du poète ». Le comédien restait pour lui « un enfant qui se met à jouer » et non un objet de luxe de notre société de consommation.



Les comités d'entreprise, les écoles, les universités doivent accueillir cet hommage à celui qui a écrit : « Le théâtre est la critique positive et tonique de la société dans laquelle nous vivons » et qui voulait rendre le théâtre au peuple.

R.B.

Musique
FAUSSES NOTES

Les musiciens de variétés sont mécontents : leurs collègues de l'Opéra ont de plus en plus tendance à leur voler leur travail dans le secteur des variétés. Bien plus, comme nous l'explique un lecteur, Philippe Pouquet, lui-même musicien professionnel : certains d'entre eux, de surcroît, cumulent l'Opéra et l'orchestre de la Garde républicaine — alors qu'en principe un fonctionnaire de la Gendarmerie nationale ne peut avoir de fonction dans une administration publique. Les musiciens de variétés protestent contre ce triple cumul, alors que trop d'entre eux sont au chômage.

FESTIVALS

*** XXIIIe Festival de Prades (jusqu'au 13 août).**

Dédié à Pablo Casals. Avec l'orchestre de chambre de Toulouse, Rafael Puyana, Karl Richter, Alexandre Lagoya et Alexis Weisenberg.

*** XXVe Festival de Menton (jusqu'au 27 août).**

L'orchestre de chambre de Stuttgart. Le quatuor Via Nova. Les solistes de l'orchestre philarmonique de Berlin. Georges Cziffra. Marie-Françoise Bucquet. Sébastian Maroto.

*** IIe Fêtes musicales de la Sainte-Baume (jusqu'au 10 août).**

« Alphabet pour Liège » de Stockhausen, dirigé par Stockhausen. L'Orchestre et les chœurs de l'O.r.t.f. de Nice. Des débats. Des concerts-promenades.

*** Concerts du Château de Tallard, à Gap (jusqu'au 8 août).**

Hommage à Frédéric Chopin. Avec l'Orchestre de chambre de Stuttgart.

*** IIIe Festival international de musique de Gourdon (jusqu'au 8 septembre).**

« Pro Arte » de Munich. Stars of Faith. Alexis Weissenberg. Les Ballets Roland Petit. Maria Callas. Chants et rythmes de l'Amérique latine avec Las Aymaras, Los Quirpas et Los Machucambos.

*** XXIIIe Festival de Sarlat (jusqu'au 12 août).**

« Georges Dandin » et « Le bourgeois gentilhomme » de Molière. « L'Aiglon » d'Edmond Rostand.

*** XXIIe Festival de Vaison-la-Romaine-Carpentras (jusqu'au 13 août).**

Georges Moustaki, Léo Ferré. Une série de soirées audiovisuelles. Un cycle « Cinéma et Antiquité ». Un cycle « Cinéma et art ».

*** XXVIIe Festival d'Avignon (jusqu'au 10 août).**

Théâtre : « La poupée » de Jacques Audiberti et « Fracasse » de Serge Ganzl par le Théâtre du Cothurne. « Cesare 1950 » par Jean-Pierre Bisson. « Le retour du Graully » par le Théâtre populaire de Lorraine. « Le fléau des mers » par la Compagnie du Bois lacté. « La marche à l'envers » par le Théâtre des jeunes années. « Chile Vincera » par le Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis. Le Théâtre éclaté d'Annecy. « Les petites filles modules » de Marc Moro. Et 40 autres troupes.

Danse : Alvin Ailey, Le Ballet national de Cuba, Les étoiles du Bolchoï, Danses et musiques de l'Inde.

Pantomime : la Compagnie polonaise Sladek.

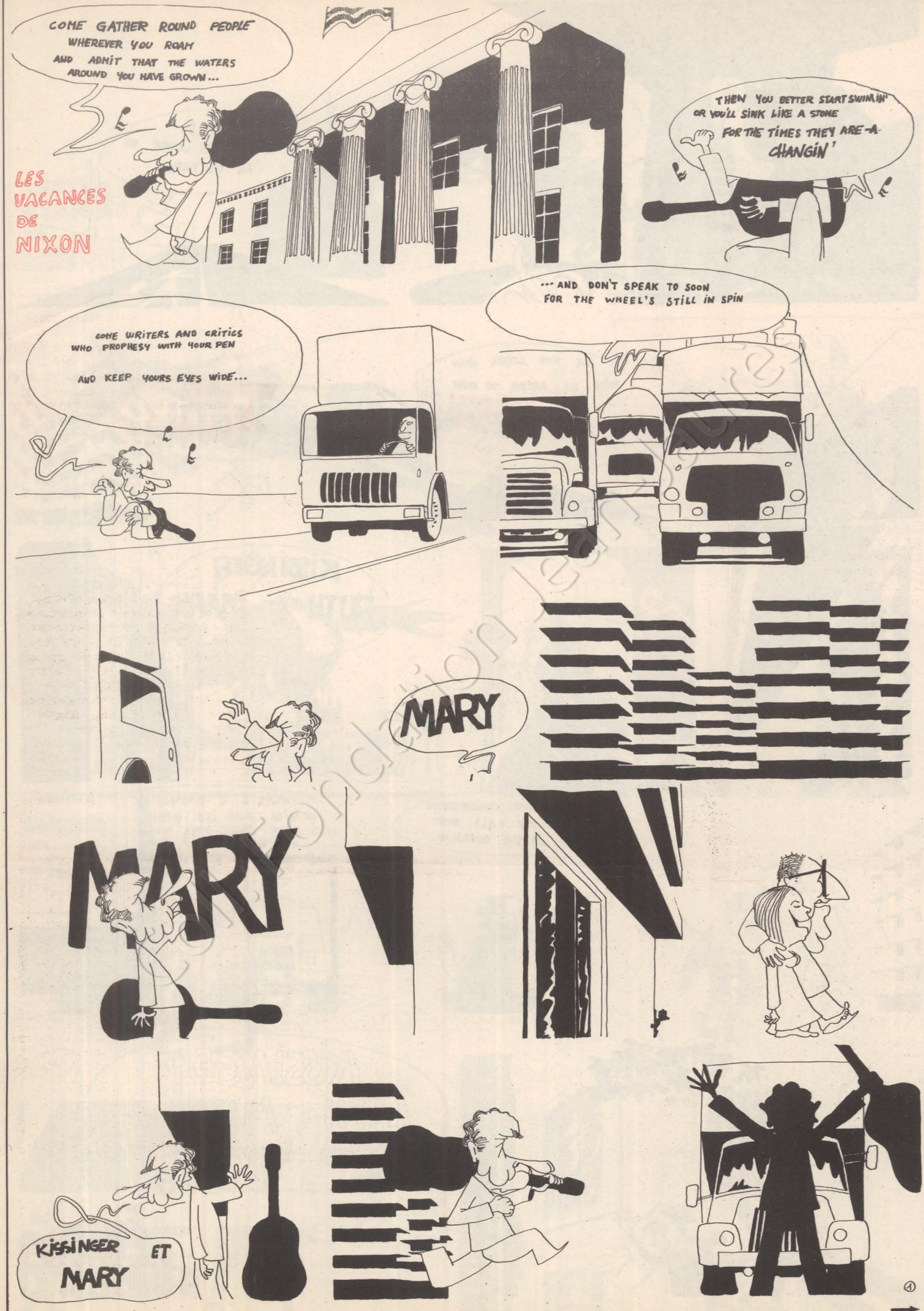
Concerts : les Percussions de Strasbourg, Anthony Braxton, Quintette Steve Potts, Stomu Yamash'ta et l'Ensemble East Wind, chorale Madrigal de Sofia, Studio der Frühen Musik de Munich et un cycle d'orgue.

Théâtre musical : « Rabelais en liaisse » par Pierre Barrat, « Les liaisons dangereuses » d'après Choderlos de Laclos.

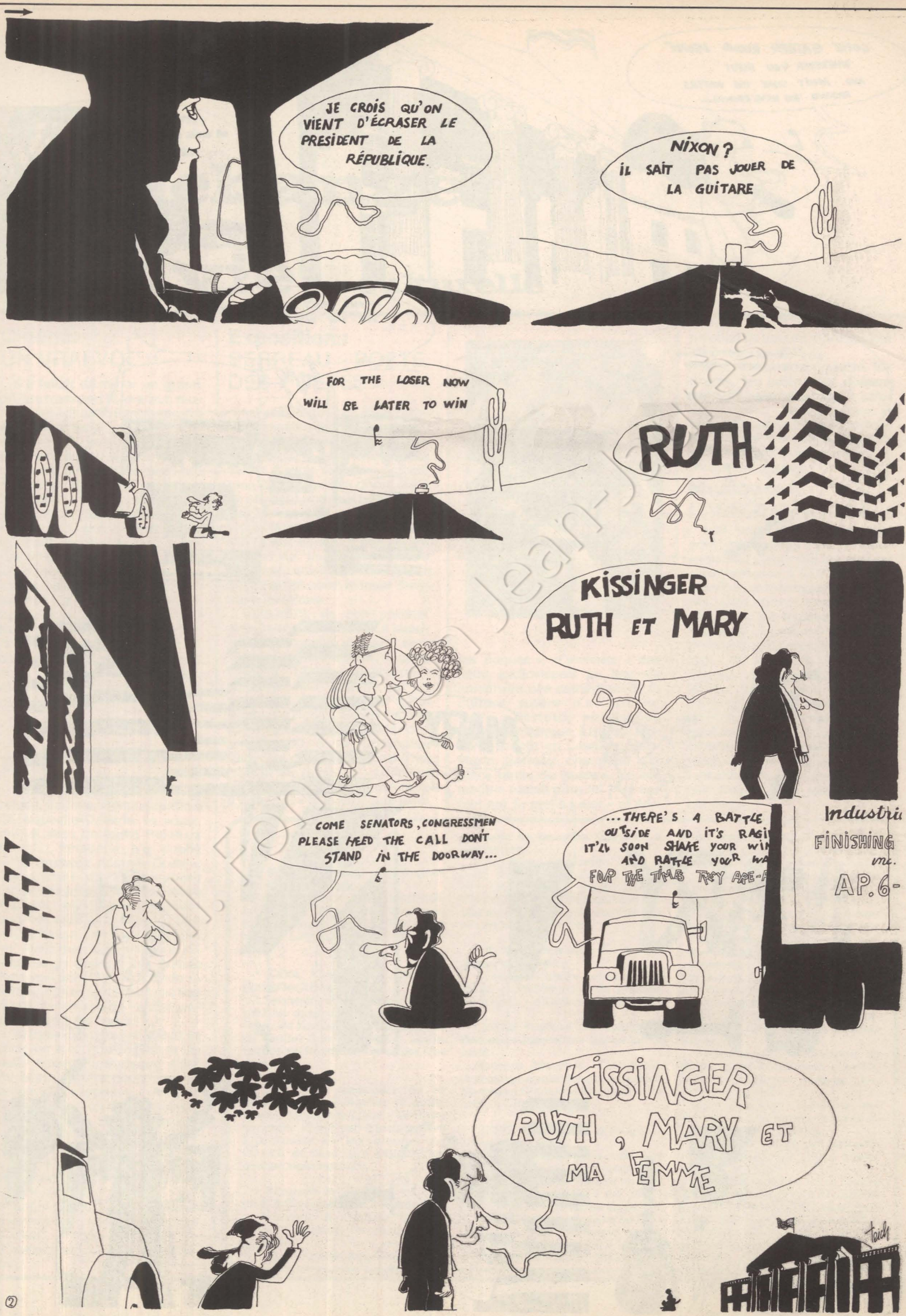
France-Culture : « Théâtre ouvert » et « Le Gueuloir » sous la direction de Lucien Attoun.

Cinéma : Hommage à Vincente Minelli ; Histoire du cinéma underground américain.

Exposition : Dessins d'humour à la galerie Gérard Guerre. Picasso au Palais des Papes. « Jean-Marie Serreau » par Jean-Paul Liégeois et Geneviève Serreau, la Chartreuse de Villeneuve-lèz-Avignon (voir ci-dessus).



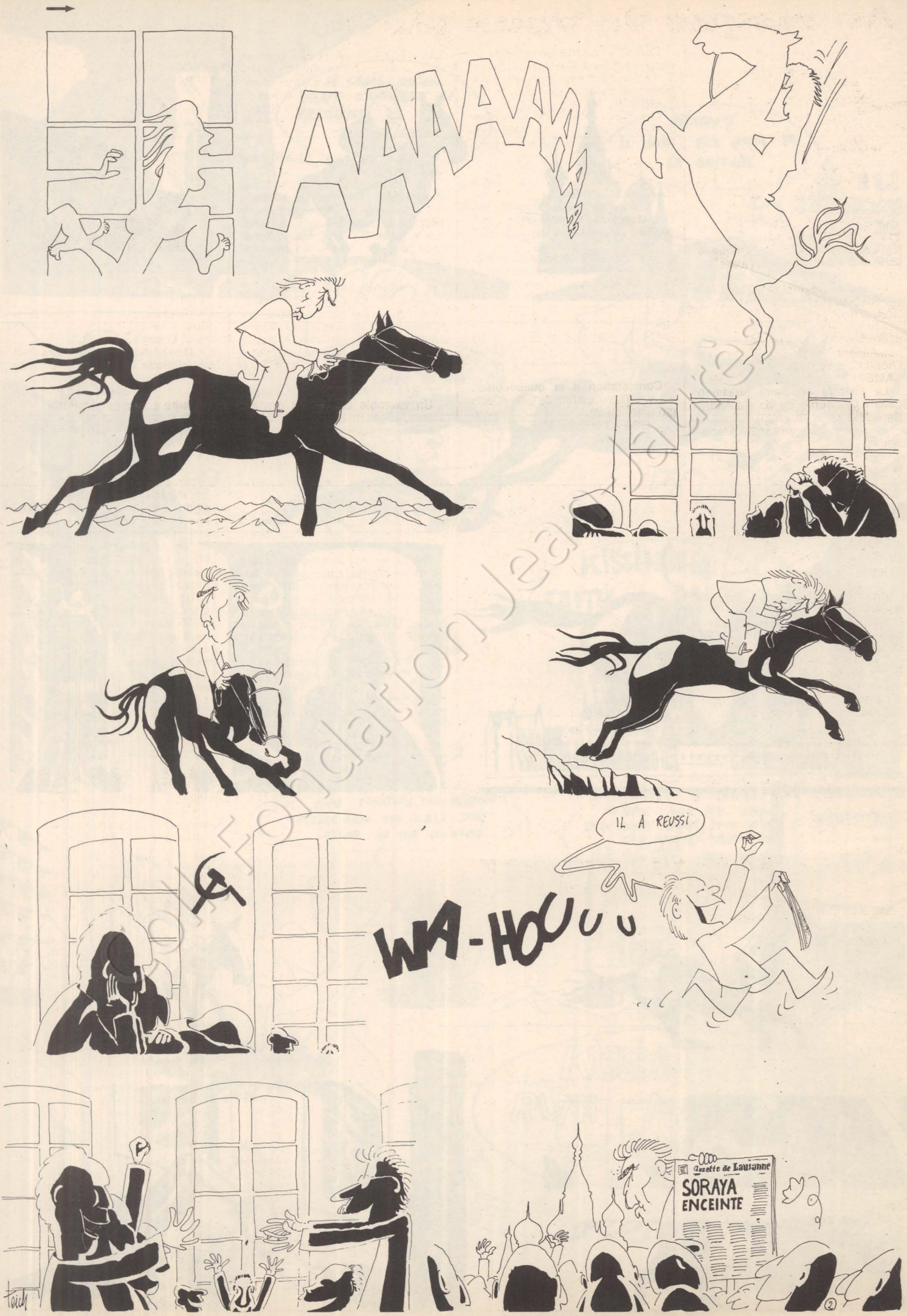
Fondation Lanoue



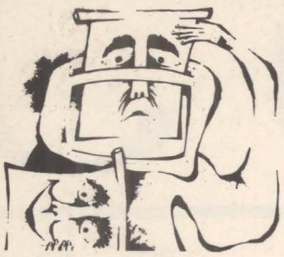
Coll. Fondation Jean-Jaurès

LES VACANCES DE BREJNEV




AAAAAAAAAA
IL A REUSSI
WA-HOUUU
Gazette de Lausanne
SORAYA
ENCEINTE

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 26 JUILLET

« L'explosion démographique », série de Roberto et Renzo Rossellini (18 h 10, ch.1).

Un thème original mal exploité : « Le bateau sur l'herbe », un film de Gérard Brach (20 h 30, ch. 3).

« Indication » : l'actualité médicale présentée par le Pr Lhermitte — notamment la transformation de l'hôpital de jour (21 h 20, ch. 1).

SAMEDI 27

Le Théâtre populaire jurassien dans « Le souffle de vie » d'André Bénichou (20 h 30, ch. 3).

« Le futur sans erreur ? » L'économiste austro-américain Oskar Morgenstern dans la série Un certain regard (21 h 45, ch. 1).

DIMANCHE 28

Championnats de France d'athlétisme (17 h 30, ch. 2).

Passions et racisme sur un navire : « La nef des fous », un film de Stanley Kramer (20 h 45, ch. 1) ; du même auteur, en moins réussi, « Orgueil et passion » (14 h 50, ch. 2).

Une étoile va-t-elle naître à Hollywood ? « Inside Daisy Clover », un film grinçant de Robert Mulligan (22 h 30, ch. 2).

LUNDI 29

Tous les fantasmes de Godard et le trio Bardot-Palance-Piccoli dans « Le mépris » (20 h 30, ch. 3).

La suite du feuilleton historique « Elizabeth R » (20 h 30, ch. 1).

Début d'une série prometteuse de Daisy de Galard, Cinéastes témoins de leur temps : « Le mythe automobile », par Peter Knapp (22 h, ch. 1).

MARDI 30

Comment lutter contre l'épuisement de la terre ? « Les haies d'antan », réalisé par la B.b.c. (20 h 55, ch. 1).

MERCREDI 31

Enquête sur Watergate au magasine 74 (20 h 30, ch. 1).

Evoquée par Pascal Copeau, ancien du réseau Libération, « Lyon, capitale de la Résistance » (20 h 30, ch. 3).

Sur une idée intéressante évoquant les méfaits du racisme, un nouveau feuilleton : « L'homme au contrat » (21 h 30, ch. 1).

JEUDI 1er AOUT

Tourné en « cinéma direct », le documentaire-fiction qui révéla Melville : « Deux hommes dans Manhattan » (20 h 30, ch. 1).

VENDREDI 2

Contestation à la québécoise : « Les mâles », un film de Gilles Carle (20 h 30, ch. 3).

« 1789 », Piccoli et Michel Mitrani au magazine Pour le cinéma (21 h 20, ch. 1).

Numéro spécial d'Italiques sur le néo-réalisme italien, avec Cesare Zavattini et de Sica (22 h 10, ch. 2).



Cinéma

*** Khadid Sidik : La mer cruelle.**

Un pauvre pêcheur de perles s'embarque pour plusieurs mois afin d'amasser un pécule permettant de décrocher la main de la fille qu'il aime et que ses parents réservent à un riche notable. Il meurt au fond des mers. Derrière le mélodrame, la peinture des mœurs koweitiennes.

*** H.J. Syberberg : Le cuisinier de Ludwig.**

Apparemment fasciné par Louis II, après son « Ludwig, requiem pour un roi vierge », Syberberg nous propose le point de vue du cuisinier sur le roi de Bavière : nous n'ignorons plus rien de ses menus et de ses fêtes. Insolite, mais ennuyeux.

*** Fred Wiseman : Hospital.**

Dans les coulisses d'un hôpital américain : un documentaire au scalpel qui ne nous épargne aucune souffrance et met bien en valeur la froideur de certains personnels et la solitude des malades.

*** Rosa von Praunheim : Axel.**

Un exemple du nouvel expressionisme allemand : adapté de l'œuvre de Villiers de l'Isle-Adam, ce film raconte, avec force décors kitsch et visages blafards, la descente aux enfers, la quête de l'absolu, la tentation du sacré et du sacrilège.

*** Michel Audiard : Comment réussir quand on est c... et pleurnichard.**

Quatre ou cinq personnages ratés en quête d'affection — et d'un auteur moins misogyne et méprisant — pleurnichent entre des scènes salaces. Devant ce noir anarchiste rigolard et poujadiste s'exprimant en langue verte, il est permis de voir rouge.

*** Joël Santoni : La course en tête.**

Longue iconographie dédiée au champion cycliste Eddy Merckx. Ou le Tour de France considéré comme une chanson de gestes. De belles images pour qui ? Les sportifs seront déçus et même les non-sportifs n'apprendront rien.



Livres

POUR LES ENFANTS

*** Un classique en bandes dessinées : « Le Cid » (Editions Aventures et Voyages).**

*** De l'Histoire avec la collection Bibliothèque de l'Amitié (G.T. Rageot, éditeur). Dernier volume paru : « Le grand exode de François d'Acadie », d'Huguette Pérol.**

*** Des documentaires : « L'Atlas des plantes » (Fernand Nathan) et « Pour apprendre à jouer aux échecs » (Hatier).**

*** Des livres d'aventures : « Le garçon qui cherchait le soleil » et « Le miracle du Fuji Yama » (G.T. Rageot éditeur) ; « L'été ne finira jamais » et « La maison des fugitifs » (Les chemins de l'amitié) ; « Je ne me plais pas partout » (Hatier) ; « Les aventures d'Ernest à travers l'Afrique » et « Robin et les pirates » (Fernand Nathan).**

*** Un policier : « Défense de parler » (Jeunesse poche) ; et un volume de science-fiction : « Créature d'un autre monde » (Jeunesse poche).**

*** Des livres d'imagination : « Jean qui voit, Jean qui est un Turlututu têtu », « Pom'Patapom », « L'un après l'autre » et « Le Petit Poucet » (Grasset-Jeunesse).**

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F*	[ ]
normal d'un an à	*100 F*	[ ]
de soutien à	*150 F*	[ ]
de soutien à	*200 F*	[ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire	[ ]
par chèque postal	[ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source	[ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

RENDEZ-VOUS LE 6 SEPTEMBRE



Comme les deux années précédentes, « l'Unité » ne paraîtra pas pendant le mois d'août. Avant de nous résoudre à nouveau à cette interruption, nous avons interrogé un certain nombre de nos lecteurs. Quelques-uns ont exprimé un avis défavorable. La plupart ont compris nos raisons.

Celles-ci restent essentiellement d'ordre financier. La vente d'un journal comme le nôtre devient en août extrêmement aléatoire. Notre diffusion par les Messageries est trop limitée pour que nous puissions suivre sur le lieu de leurs vacances ceux de nos lecteurs qui achètent « l'Unité » au numéro dans la commune où ils résident. La vente militante, qui a beaucoup progressé au cours de cette année et représente désormais près du quart de notre vente totale, est déjà sensiblement réduite depuis la mi-juillet et le serait encore davantage en août. Le déficit inévitable pendant cette période hypothèquerait lourdement les mois à venir et, en particulier, la grande relance que nous préparons pour le début d'octobre.

Il faut, en effet, dire les choses clairement. La réussite de notre campagne d'abonnements spéciaux à l'automne dernier, puis, en avril et mai, la campagne présidentielle et le rôle que nous avons pu y jouer ont permis une progression considérable de « l'Unité ». A la fin de juillet 1973, nous arrivions à peine à 10 000 abonnés. Ce chiffre est aujourd'hui doublé, avec près de 90% d'abonnements d'un an, ce qui est pour nous un précieux élément de sécurité et en même temps la preuve d'une confiance accrue de ceux qui nous lisent.

Le bilan est donc positif. Il se traduit par une réalité que nous n'osions espérer il y a un an : le budget de « l'Unité » est désormais en équilibre sans autre secours extérieur que la part de la cotisation de chaque adhérent du Parti socialiste qui va normalement à la presse.

S'il a de quoi nous satisfaire et satisfaire aussi, nous le pensons, tous ceux, abonnés, lecteurs au numéro, militants diffuseurs, propagandistes bénévoles grâce auxquels ce journal vit et se développe, cet équilibre demeure fragile. Les coûts de fabrication, les fournitures diverses ont considérablement augmenté au cours de cette année. A lui seul, le prix du papier s'est accru de 70% depuis le 1er janvier et une nouvelle hausse est annoncée. Ce qui nous a d'ailleurs amené ces dernières semaines, comme beaucoup d'autres journaux, à réduire la qualité de celui que nous utilisons.

C'est dire que si nous voulons encore augmenter notre tirage, paraître chaque semaine sur 32 pages, augmenter, même légèrement, les effectifs presque dérisoires de notre équipe rédactionnelle, il va nous falloir, dès la rentrée, trouver de nouvelles ressources. Nous échapperons difficilement au relèvement de notre prix de vente auquel les autres hebdomadaires politiques vont eux aussi avoir recours. Mais notre effort portera à nouveau essentiellement sur une nouvelle campagne d'abonnements à laquelle nous entendons fixer des objectifs ambitieux.

La progression de « l'Unité » n'est pas, en effet, le fait du hasard. Elle est étroitement liée à celle du Parti socialiste et de la gauche tout entière. La campagne présidentielle de François Mitterrand — qui reprendra à la rentrée sa collaboration régulière à « l'Unité » — a montré que des millions de Françaises et de Français attendent de la gauche et singulièrement du Parti socialiste la fin d'un régime dont l'argent reste le maître mot. C'est à eux que nous nous adressons, notre ambition étant de leur fournir un instrument d'information, de connaissance, de réflexion et de discussion au service des idées socialistes et du combat de la gauche unie.

En reparaissant le 6 septembre, nous vous dirons de la manière la plus simple comment vit ce journal, comment il se fait chaque semaine, quels sont ses projets et quels moyens il entend mettre en œuvre pour atteindre, avant la fin de 1974, un nouveau palier.

En attendant, à tous nos lecteurs, à tous nos amis qui ont droit eux aussi à quelques semaines de repos après une année difficile qui nous a apporté son lot d'épreuves, de déceptions, mais aussi d'espérances, nous souhaitons de bonnes vacances en n'oubliant pas ceux qui ne peuvent pas partir mais que nous retrouverons aussi le 6 septembre.

L'UNITE

P.s. - Il va de soi que nos abonnés ne supporteront aucun préjudice du fait de notre interruption en août. Leur abonnement sera automatiquement prolongé du nombre de numéros correspondants.